

LE
MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 189 AVRIL 1973 Prix - 3 F



**L'EXPLOITATION NE CESSERA
QU'AVEC L'ABOLITION DU
PRIVILÈGE DE L'ARGENT ET
PAR CONSÉQUENT DU SALARIAT**

Voir article en page 16

HONTE DE LEUR GUEULE

LA GRANDE MASCARADE ÉLECTORALE A PRIS FIN

Faute d'apporter au peuple (comme les précédentes et les futures) autre chose que des promesses, les dernières élections fournissent aux anarchistes un légitime sujet d'étonnement et de satisfaction.

N'allez pas supposer, en cette période post-électorale où il est de règle dans chaque parti de se considérer bénéficiaire de l'opération, que nous allons nous mettre au diapason et entonner des chants de victoire.

La faible proportion d'abstentionnistes nous inclinerait plutôt à penser que la crédulité moutonnaire des masses est témoignage de leur masochisme, et promet de beaux jours aux escrocs et de belles rubriques aux scandales.

Non, c'est ailleurs que se portent nos regards ; les résultats nous importent peu, en revanche la campagne des uns et des autres est significative et nous porterait à des sentiments de fierté, si la caution d'un politicien pouvait incliner à de pareils réflexes.

Les avez-vous écoutés, de droite et de gauche, user de séduction pour s'attirer les bonnes grâces du chaland.

Eh bien, pour établir leurs slogans, leurs proclamations, pour condamner l'adversaire et lui reprocher ses tares, ces messieurs nous avaient fait les poches !

Tout l'arsenal des appâts placés sous le nez de l'électeur, autogestion, respect de l'individu, lutte contre le pouvoir, jusqu'à l'antiétatisme, avait été piqué dans les formules traditionnelles des anarchistes.

Conscient du dégoût qu'ils inspirent (ou devraient inspirer) les candidats ont honte de leur gueule et ne savent plus comment la maquiller.

ON LES VOIT SE RECLAMER DE L'AUTOGESTION

Mais qu'est-ce que l'autogestion, sinon la négation du principe de la représentativité ?

S'il y a représentativité, si un homme, des masses d'hommes font dépôt de leur liberté au profit d'un élu, qui pensera pour eux, décidera pour eux, vivra pour eux, il ne saurait y avoir autogestion (c'est-à-dire entière liberté pour l'homme de se gérer lui-même).

L'un exclut l'autre, et celui qui a voté s'interdit de parler jamais plus d'autogestion.

ON LES VOIT INVOQUER LE RESPECT DE L'INDIVIDU

Mais est-ce respecter l'individu que d'attendre de lui la démission de ses besoins, de ses désirs et de son intellect ?

Est-ce respecter l'individu et se respecter soi-même que de se livrer à cette prostitution, à cette débauche de promesses, que de s'efforcer d'effrayer le jobard d'électeur à l'hypothèse du succès du candidat adverse.

ON LES VOIT GLORIFIER LA LUTTE CONTRE LE POUVOIR

Ils l'ont glorifiée dans le temps même où ils aspiraient au pouvoir.

Cependant, conscients que leurs tours de passe-passe sont éventés, que leurs pétards sont mouillés, que leurs boniments ont fait long feu, ils pensent indispensable d'en renouveler le stock, et c'est aux anarchistes qu'ils empruntent ce qui peut toucher le peuple, parce que cela aborde le problème, ou plutôt l'aborderait, si c'était autre chose qu'un miroir aux alouettes, si c'était le peuple qui prenait lui-même la chose en main.

ILS ONT MEME OSÉ PARLER D'ANTIÉTATISME

Voter pour le front de la gauche, nous a dit l'U.D.R., en fronçant les sourcils de Pompidou ou en étalant les écouteurs de Peyrefitte, ce serait le triomphe de l'étatisme.

Un peu de pudeur, messieurs ; voter pour n'importe qui, c'est toujours le triomphe de l'étatisme, avec tout ce que cela comporte d'usurpation de la part des élus, et de lâcheté consentante de la part de ceux qui les ont mis au pinacle.

Comment également ne pas se sentir des hoquets de vomissement devant cette pluie de brochures, de journaux même, à face d'indépendance, qui durera ce que dure une subvention électorale, de journaux « qui attaqueront tout le monde, à droite comme à gauche », mais en commençant naturellement par l'adversaire qui les paie.

Quant à la suite, et comme il n'y en aura pas, c'est de tout repos.

Comment ne pas dégueuler devant le langage gauchiste emprunté par une droite, qui pense rentable de s'encanailler et dont le verbe sonne faux comme pièce de plomb.

A cette heure où le rideau est tombé sur la farce, à cette heure où ces messieurs sont dans leurs loges occupés à se démaquiller et à retirer leurs faux nez, vous n'entendez plus parler de ces grands principes, vous n'entendez plus prononcer ces formules de liberté, si ce n'est par les anarchistes qui, eux, ne vous promettent rien, parce qu'ils savent que les conquêtes sociales ne descendent pas du ciel électoral, mais sont le fruit de la lutte des hommes.

F.P. 2520

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

LES GROUPES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

AIN OYONNAX GROUPE LIBERTAIRE Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.	ILLE-ET-VILAINE GROUPE ANARCHISTE RENNES LIBERTAIRE Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.	MOSELLE Groupe Libertaire de METZ Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	YVELINES CHATOU-HOUILLES GROUPE DE PRESENCE ANARCHISTE EN FORMATION Ecrire aux Relations Intérieures.
ALLIER MONTLUÇON - COMMENTRY GROUPE ANARCHISTE Amateur, Louis MALFANT, rue de la Pêcherie, 93 - COMMENTRY.	ISERE FORMATION D'UN GROUPE LIBERTAIRE Pour tous contacts, s'adresser à B. Lanz, 38 - LES EPARRES.	MORBIHAN VANNES LIAISON F.A. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.	RHONE LYON LIAISON FA Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
VICHY LIAISON F.A. Pour tous renseignements, s'adresser : 40, rue A-Cavy, 03 - BELLERIVE.	LOIRE SAINT-ETIENNE LIAISON F.A. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.	LORIENT GROUPE LIBERTAIRE Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.	ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS MANUELS Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.
ALPES DE HAUTE-PROVENCE BANON LIAISON ANARCHISTE CONTACTS ET INFORMATIONS Problèmes communautaires. Ecrire aux Relations Intérieures.	LOIRE-ATLANTIQUE NANTES GROUPE FRANCISCO FERRER Réunion le 4 ^e vendredi de chaque mois. Pour tous renseignements, s'adresser à : PLOU, 194, rue Maurice-Jouaud, 44 - RÉZÉ.	NORD Région LILLE-ROUBAIX-TOURCOING Formation d'un groupe. Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	SOMME AMIENS FORMATION D'UN GROUPE Avis aux isolés d'Amiens et des environs. Si vous avez envie de vous joindre à un groupe, en vue d'un travail sérieux de propagande, prenez contact en écrivant aux Relations Intérieures.
ALPES-MARITIMES CANNES GROUPE ANARCHISTE JULES-VALLES Ecrire aux Relations Intérieures.	LOT GOURDON FORMATION ANARCHISTE DE GOURDON Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	SEINE-MARITIME LE HAVRE GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND Pour contact, écrire aux Relations Intérieures. Liaison Bolbec, Rouen.	TARN LIAISON F.A. Formation d'un groupe anarchiste. Renseignements : François Goulesque, L'Estapot, 81 - Valence-d'Albigeois.
BOUCHES-DU-RHONE Liaison Martigues Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	LOT-ET-GARONNE AGEN GROUPE DE L'INCROYABLE ANARCHIE Édité « L'Incrévable Anarchie » Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	ROUEN GROUPE LIBERTAIRE Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	VAR TOULON GROUPE D'ETUDES SOCIALES Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.
CHARENTE-MARITIME SAINTES GROUPE LIBERTAIRE LOUIS LECOIN Pour tous renseignements, s'adresser : Pierre Rousseau, 12, rue de la Grand-font, 17 - Saintes.	LOZERE MARVEJOLS LIAISON F.A. Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	PAS-DE-CALAIS BETHUNE GROUPE ANARCHISTE FRANÇOIS-VILLON Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.	VIENNE (HAUTE-) LIMOGES GROUPE LIBERTAIRE SEBASTIEN-FAURE Pour contacts, écrire Relations Intérieures.
CHER VIERZON LIAISON F.A. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.	MANCHE CHERBOURG ET NORD-COTENTIN Ecrire à Marc PREVOTEL, B.P.15, 50 - BEAUMONT-HAGUE.	PUY-DE-DOME CLERMONT-FERRAND GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASSO-DURRUTI 13e, 5e, 11e arrondissements Pour tous renseignements, s'adresser à Armelle, 3, rue Ternaux, Paris-11e.	Yonne GROUPE ANARCHISTE TOLONNAIS Pour contacts, écrire à G. Le Floch, 123, av. Primerose, 83110 Sanary.
COTE-D'OR DIJON GROUPE LIBERTAIRE DIJONNAIS Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	MAINE-ET-LOIRE GROUPE LIBERTAIRE Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	PYRENEES-ORIENTALES PERPIGNAN GROUPE L'INTRANSIGEANT Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.	Yonne GROUPE ANARCHISTE TOLONNAIS Pour contacts, écrire à G. Le Floch, 123, av. Primerose, 83110 Sanary.
DOUBS Formation d'un groupe libertaire. Pour tous renseignements, s'adresser à : Bruno PREPOSET, 17, rue du Petit-Charmont (3 ^e étage), BESANÇON. Tous les samedis après-midi.	MEURTHE-ET-MOSELLE Groupe de Nancy Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	MUOVEMENT LIBERTAIRE CATALAN Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	Yonne GROUPE ANARCHISTE TOLONNAIS Pour contacts, écrire à G. Le Floch, 123, av. Primerose, 83110 Sanary.
EURE-ET-LOIR CHATEAUDUN GROUPE « LA LIBERTE OU LA MORT » Réunion chaque samedi après-midi. Pour tous renseignements, écrire aux Relations Intérieures.	LIASION ANGERS Pour tous renseignements, s'adresser aux Relations Intérieures.	PARIS ET SA BANLIEUE GROUPE LIBERTAIRE KROPOTKINE Paris - banlieue Sud. Ecrire aux Relations Intérieures.	Yonne GROUPE ANARCHISTE TOLONNAIS Pour contacts, écrire à G. Le Floch, 123, av. Primerose, 83110 Sanary.
GIRONDE BORDEAUX GROUPE ANARCHISTE SEBASTIEN FAURE Réunion du groupe tous les premiers vendredis du mois, 7, rue du Muguet.		PARIS ET SA BANLIEUE GROUPE LIBERTAIRE DELIRE En formation. Ecrire 3, rue Ternaux, Paris (11 ^e).	Yonne GROUPE ANARCHISTE TOLONNAIS Pour contacts, écrire à G. Le Floch, 123, av. Primerose, 83110 Sanary.

ACTIVITÉS DES GROUPES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cours de formation anarchiste

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL
Tous les jeudis soir à 20 h 30 précises 10, rue Robert-Planquette, PARIS-18^e
Métro : Blanche ou Abbesses
COURS DE FORMATION ANARCHISTE

Depuis le début de notre série de cours sur les grands problèmes anarchistes concernant l'Etat, l'homme, l'économie, le syndicalisme et, ce mois-ci, l'art, les sciences et la pédagogie, de nombreux camarades de Paris et de province nous ont demandé l'enregistrement de ces séances de formation. En conséquence, le Groupe Libertaire Louise-Michel vous fait savoir que vous pourrez obtenir prochainement les bandes magnétiques de ces cours.

Dès maintenant, et afin de vous satisfaire le plus rapidement possible, nous vous prions de nous faire connaître exactement vos désirs en ce domaine.

Pour le moment présent, vous pourrez assister et participer activement au débat sur les différents exposés qui seront traités dans l'ordre ci-après :

- Jeudi 5 avril :
La science, par J.L. Puget
 - Jeudi 12 avril :
La pédagogie, par O. Caffenne
- En raison des vacances scolaires, le local sera fermé et les cours reprendront le 3 mai avec M. Joyeux qui traitera de la littérature.
- Les responsables des cours :
Rodolphe CAFFENNE,
Martine GRAILLON, Gérard PARIS.

Groupe Libertaire Louise Michel
Chaque samedi à 17 h 30, au local du Groupe : 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), Paris (18^e)
COLLOQUE-DEBAT
SAMEDI 8 AVRIL
Le problème de l'alphabétisation par Thierry PORRE
Pas de colloques pendant les vacances scolaires
SAMEDI 28 AVRIL
La condition féminine dans notre société.
Projection-débat avec des membres de comités de femmes de quartier

LES AMIS DE SEBASTIEN FAURE
organisent un repas fraternel le 1^{er} mai. A l'intention de leur camarade May (plus de cinquante ans de militantisme au service de la paix et de la liberté). Pour tous renseignements, s'adresser à Maurice Dreyfus, 6, rue Alfred-Durand-Claye, 14^e. Prix : 27 F.

NECROLOGIE
Mireille Berthier, de Cagnes-sur-Mer, nous a quitté, emportée par une cruelle maladie. Comme son compagnon, Ernest Berthier, elle avait fait partie, en son jeune âge, de la colonie enfantine « La Ruche », créée par Sébastien Faure.

VENTE MILITANTE

Un dimanche par mois :
— Place ALIGRE, Paris 12^e 10 h 30 - 12 h
— Marché, rue du Poteau - Paris 18^e - 10 h 30 - 12 h 30
— St-Denis, avenue de la République - 10 h 30 - 12 h 30
— Avenue Gabriel-Péri
ST-OUEN
— Avenue de St-Ouen - PARIS 17^e

Le groupe libertaire de Soisy organise à la MJC d'EAUBONNE Vendredi 6 avril 1973 à 21 heures un Meeting Débat « L'Armée et l'Anarchie » et de Maurice Laisant avec la participation de lycéens

PRÈS DE NOUS

Cours d'espéranto, chaque mercredi à 18 h 30 au local du Groupe Libertaire Louise-Michel.
Pour tous renseignements et inscriptions à ces cours et sur l'espéranto, écrire à MAGNAN REMO, 83, rue Lemercier, 75017 Paris.

NOUVEAUX LIEUX DE DIFFUSION BANLIEUE NORD
Marchés Lochères-Sarcelle : dimanche 10 h 30 à 12 h 30 (une semaine sur deux)
Lycée Sarcelles : mardi 8 h 30 (chaque semaine)
Marchés de Garges : dimanche 10 h 30 à 12 h (une semaine sur deux)
Gare de Garges-Sarcelles : mercredi 18 h à 19 h 30 (une semaine sur deux)

BESANÇON (Doubs)
VENDREDI 6 AVRIL 1973 à 20 h 30
Salle BATTANT 148, rue Battant
Conférence-débat : L'ANARCHIE ET LA SOCIÉTÉ MODERNE avec Maurice JOYEUX (Participation aux frais : 2 F)

Le Groupe libertaire du Havre Jules Durand organise à Franklin, Salle « B » à 20 h 30 CONFÉRENCE-DEBAT L'AUTOGESTION GESTION DIRECTE GESTION OUVRIÈRE avec Maurice JOYEUX

NOUVEAUX POINTS DE VENTE

NORD
— Les 2^e et 4^e samedis du mois 17 h à 18 h 15 face à la « Voix du Nord » Lille
— Les deux premiers jeudis du mois
— Restaurant universitaire — Rue de Valmy - Roubaix
— Le 3^e samedi du mois, à partir de 16 h 30. Grand Place.

PROVINCE

« Le Monde libertaire » est désormais en vente dans les kiosques des grandes gares de votre région.

TRESORERIE

Pour tout règlement, envoyez vos fonds à Yvonne DALMENECHES au nom de PANNISER, C.C.P. 14-277-86 Paris.
La trésorière : Yvonne DALMENECHES.

ABONNEZ VOUS

Sommaire

	Pages
Edito : Honte de leur gueule	1
En France	
Gilbert Roth emprisonné	3
Administration ou censure	5
par Maurice LAISANT	
Il n'y a pas de censure politique ..	5
par Martine VERPRAET	
« Tous les moyens sont bons »	5
par Paul CHENARD	
Monsieur Ségué et l'autogestion	5
par Jean DUTEIL	
La loi Debré et les répercussions lycéennes	6
par Joël GOCHOT	
Dans le monde	
La fin de l'été yougoslave	6
par Mathilde NIEL	
Informations internationales	10
par le secrétariat aux relations internationales	
Syndicalisme	
Hiérarchie des salaires et syndicalisme	6
par Bernard LANZA	
A propos de la conférence des militants anarcho-syndicalistes de Force Ouvrière	7
par Maurice JOYEUX	
Où en sont les structures syndicales ?	7
par LE LANDAIS	
En dehors des clous	
Le pince sans rire	4
par P.-V. BERTHIER	
L'Héritier	4
par Le Père PEINARD	
Etude - Enquête	
Ce que pourraient être les coopératives	8 et 9
par Maurice LAISANT	
Propos anarchistes	
Le dada régionaliste	4
par Roland BOSDEVEX	
Ineptie de l'expansion et servitude des cadres	10
par L. SEGERAL	
Rapport de Pierre Besnard au Congrès Anarchiste international de 1937	11 et 12
Question de réalisme	13
par Max MARTINASSO	
Les faux problèmes. Economie de marché et monnaie d'échange	16
par Maurice JOYEUX	
Arts, - Littérature - Spectacles	
Cinéma	14
par Patrice BIGOT	
Sculpture « Exposition »	14
par J.-L. GERARD	
Théâtre	14
par FLOREAL	
Poésie	14
par Jean-Louis COATRIEUX	
Les livres du mois	15
par Maurice JOYEUX	

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
VOLtaire 34-08

à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15
Prix de l'abonnement

France :	6 numéros	10 F
	12 numéros	20 F
sous pli fermé :	6 numéros	17,20 F
	12 numéros	34,40 F
Etranger :	6 numéros	14 F
	12 numéros	28 F
Par avion :	6 numéros	19 F
	12 numéros	38 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom

Prénoms

Adresse

A partir du numéro

Le directeur de la publication :

Maurice Lalsant
I.M.B., 15, rue du Louvre, 75001 PARIS
Diffusion S.A.E.M.-Transports Presse
Commission paritaire : N° 28.639
Dépôt légal 1^{er} trimestre 1973 - N° 294

Gilbert Roth emprisonné

Un militant libertaire, Gilbert Roth, chauffeur de taxi, est détenu depuis plus deux mois et risque des années de prison.

Dans la nuit du 9 décembre, un notaire de Montmorency se fait dérober 1.300.000 francs lourds en titres dans son coffre-fort. Un gérant de bar, le « Bar-Hôtel-Dancing », déclare avoir vu deux individus sortir d'une cour proche de l'étude et se faire prendre en charge par un taxi. Mis en cause après une perquisition à son domicile, et malgré ses dénégations, Gilbert Roth venait de déposer un dernier client à Montmorency ; mais affirme n'avoir vu personne et n'avoir pris personne en charge.

Or, la police aimerait bien confondre Gilbert Roth, par le biais de cette affaire de Montmorency. En effet, elle a trouvé à son domicile des brochures, des tracts et des documents de propagande anarchiste. De là à conclure à la culpabilité de Gilbert, il n'y a qu'un pas que les enquêteurs se sont bien sûr empressés de franchir.

En la matière, il est bien évident qu'on cherche à neutraliser des militants par des prétextes les plus divers, et sans rapport avec leurs activités habituelles. La preuve : Joël Chapelle (insoumis à l'armée en 1971 et condamné à dix mois d'emprisonnement), qu'aurait bien voulu accuser lui aussi et qui se trouvait le soir du cambriolage en réunion, a été contraint de l'avouer pour établir sa non-participation à l'action dont on l'accusait. Il s'est alors vu proposer sa mise en liberté contre au moins une partie des noms et adresses des camarades avec qui il était en réunion...

De tels procédés sont inadmissibles.

Aujourd'hui n'importe quel militant peut être accusé de n'importe quoi (cambriolage ou autre) sans la moindre preuve, et sommé pour se disculper de donner des noms et des adresses.

Nous refusons de telles méthodes, qui hélas ne nous étonnent guère, et nous mettons en garde les camarades qui nous lisent sur ce moyen de répression dont nous risquons à tout moment d'être victimes.

De nombreuses personnalités ont apporté leur soutien à Gilbert Roth, réclamant sa mise en liberté et condamnant les emprisonnements arbitraires.

On peut écrire à Gilbert à l'adresse suivante : Gilbert Roth, 5832 cel. 74 — 7, rue Victor-Hugo 95300 Pontoise.

La Rédaction.

AMIS LECTEURS !

La parution du journal le mois dernier a été tardive, et nous vous prions de nous en excuser. La fièvre électorale et le surcroît de travail chez les imprimeurs à cette occasion ont apporté dans la plupart des journaux des difficultés auxquelles nous n'avons pas échappé.

Mais les élections sont terminées, la marée électorale a éparpillé ses déchets et la politique est maintenant à marée basse... Pour nous le combat est resté le même : c'est celui qui guide notre action quotidienne là où nous nous trouvons, c'est notre travail de propagande pour un monde débarrassé de ces inégalités criantes, de ces hiérarchies et de cet autoritarisme aux multiples formes, c'est notre travail de diffusion du Monde Libertaire et des idées anarchistes.

Le Monde Libertaire, pour nous tous est et reste un outil de propagande précieux dont nous devons avoir à cœur de développer la puissance et l'impact. Par nos souscriptions et par nos abonnements nous y aidons, et nous parvenons, bien sûr, à établir le journal sur des bases financières stables ; cela, nous le disons souvent à cette même place. Mais il faut aussi une participation régulière de tous au contenu du journal, seul journal, n'en déplaise à certains, qui soit réellement autogéré. Il vous appartient, amis lecteurs, de nous faire part de vos critiques ou de vos suggestions pour le journal.

Dans ce numéro 189, nous tentons une expérience. Se renouvellera-t-elle ? Ce sera à vous d'en décider.

Vous trouverez dans ce numéro le rapport (« Anarcho-Syndicalisme ») du secrétaire général de l'A.I.T. au congrès anarchiste de 1937. Ce texte, au lieu de vous le livrer sur deux ou trois numéros consécutifs du journal, nous le présentons en une seule fois, en raison de son importance et de son actualité, sous la forme d'une petite brochure de huit pages à confectionner vous-mêmes. Vous pourrez ainsi le conserver à part, sans dénaturer le journal.

Mais pensez-vous que cette initiative corresponde bien à l'esprit et au but du Monde Libertaire, qui est avant tout un journal de combat, et non pas une revue comme il en existe déjà ?

En un mot, que pensez-vous de cette expérience ? Devons-nous la renouveler, le cas échéant, et sous quelles conditions ?

N'hésitez pas à nous faire connaître votre point de vue, il nous sera précieux. Nous attendons vos réponses.

N'oubliez pas non plus, bien entendu, de renouveler vos abonnements échus, de vous abonner si vous ne l'êtes pas encore, de prendre contact avec notre librairie pour vous approvisionner en livres, brochures, disques, n'oubliez pas non plus notre rubrique souscription, sans laquelle, et nous vous remercions, nous ne pourrions pas sortir le journal.

Les Administrateurs.

Roland BOSDEVEX

Michel BUTTARD

SOUSCRIPTION

Bernaud J.-P.	100,00	Luis	2,00	Jacques Neel	50,00
A. Gilbert	6,00	Michel	5,00	Marguerite Blanc	30,00
Corfiotti	15,00	Etidieri	10,00	Ange Olmo	10,00
Holécou	10,00	Anonyme	6,00	Jean-Marc Rivière	5,00
Espinose	10,00	Gérald	1,75	Nicole Faivre	10,00
Molina	10,00	Armande	10,00	Griette	10,00
Isidor	6,00	Ardi	17,00	Cesters	30,00
Marin	5,00	Jean-Pierre	3,20	Bourrust	5,00
Philippe Richard	15,00	Atelier du Soir	5,00	Lefevre	5,00
Fernand	11,00	Anonyme	1,00	Robert Humbert	5,00
Encyclopédie Anar	50,00	Atelier du Soir	6,00	James Faugerat	30,00
Anonyme	0,50	Luis	10,00	Decottignes René	10,85
Foulon	1,20	Carmen	3,65	Le Cren Alain	15,00
Anonyme	5,00	Luis	10,00	B. Préposiet	13,00
Régine	3,40	Le Gal	15,00	F. Flahaut	6,00
Georges Balck	10,00	Blanc	5,60		

LE DADA

REGIONALISTE

par Roland BOSDEVEIX

« Si certains parlent encore de « France fédérale » ou « d'autonomie dans une Confédération française », les jeunes, eux, ne veulent plus faire partie d'un pays qui nous a fait tant de mal. »

(Recteur de Gommenec'h)
Depuis quelque temps on découvre le fait régionaliste, autonomiste, comme si celui-là n'avait jamais existé ou avait tout bonnement disparu depuis des temps immémoriaux. Cette renaissance du phénomène n'a rien pour nous surprendre. Elle correspond encore faiblement certes à un besoin naturel pour l'homme qui, ayant conscience de la perte du contrôle de son environnement, ressent la nécessité de le recréer et ce par un retour aux sources en quelque sorte qui s'exprime au travers de valeurs culturelles et linguistiques notamment.

Comme beaucoup, je suis persuadé de l'existence de profondes difficultés économiques et sociales (1) dans de nombreuses régions laissées pour compte dans le développement capitaliste en France. C'est vrai, c'est du tangible et du concret. Mais lorsqu'on nous parle en termes de colonialisme pour définir le centralisme bien réel de l'Etat français ou en termes de despotisme linguistique, j'ai comme la vague impression qu'on réemploie, sous un travestissement approprié, la démagogie dont la phraséologie marxiste et gau-

chiste a si bien abreuvé nos sillons.

Pour ma part, je trouve assez curieux que certains — rassurez-vous ils ne sont pas légions — reviennent à des formes passives de la culture, des traditions et les défendent avec un acharnement exemplaire alors qu'en 1968, nombreux d'entre ces défenseurs ralliés à cette nouvelle cause étaient contre la culture, le savoir, le classicisme dans toutes les formes de la pensée et de la vie. Cette mise en parallèle entre ce qui fut proclamé en 68 et ce qui se fait actuellement à ce niveau devrait ouvrir les yeux à pas mal d'autonomistes en herbe particulièrement inconséquents dans leur pensée politique.

Il est bizarre de remarquer des gars, se voulant et se disant des idées avancées — en fait ils veulent trouver un truc pour se singulariser — qui marchent dans cette combine pas très nouvelle à vraiment parler, car bon nombre, dans le genre, ressortent régulièrement depuis que le monde est monde et le mouvement ouvrier et socialiste ce qu'il est. Ce truc c'est du ressucé, du déjà-vu dans lequel n'importe qui y voit une solution, sa solution. Du moins au plus autoritaire, du curé — même contestataire — qui tient à son clocher, au petit minus libéral qui n'a rien compris aux principes fédéralistes proudhoniens.

La citation, placée en épigraphe de cet article, traduit bien le manque de sérieux et de réflexion qui animent nos autonomistes. Il est vrai que le recteur, lui, c'est ce qu'il veut. Tout en souhaitant récupérer ce mouvement, cela est indéniable, ses propos antifédératifs jettent le trouble, pour ne pas dire le vide dans les esprits. Voilà un autonomiste qui, tout en prônant la liberté pour sa région, ne veut pas la doter des moyens susceptibles de la faire exister et coexister avec d'autres régions ! Un tel langage n'est pas rare dans la bouche de tels sbires, et l'on peut se demander où ceux-là veulent en venir sinon à une perversion d'un régionalisme bien compris, régionalisme guère possible dans le cadre des structures actuelles ?

Je vois déjà poindre des ricaneurs à de telles affirmations. Les « possédés » autonomistes me taxeront par leur plus grand reproche : celui de posséder une pensée hexagonale antirégionaliste. Malheureusement, ils n'y comprennent que couic à la pensée libertaire. En tant qu'anarchistes, nous nous foutons des frontières, même régionales, car lorsqu'on sait comment celles-là ont été tracées par les gouvernants, on ne peut être que contre, bien entendu. Il s'en est fallu de peu pour qu'une province du pays de langue d'oc se substituât à l'autorité militaire de l'Île-de-France, comme de deux doigts nous manquâmes qu'Avignon fût, contre Rome, le centre spirituel de la chrétienté... « Bien pauvres ceux qui ont besoin de mythes » disait Camus. L'autonomisme en est un parmi d'autres malheureusement.

Pour nous, anarchistes, le problème révolutionnaire ne se situe pas au niveau d'un carcan géographique, fût-il régional, mais au niveau d'institutions à bouleverser, d'hommes nouveaux à créer. La lutte contre un Etat, contre des formes de civilisation se situe bien au-delà du cadre régional et national. Pour s'en persuader, il suffit de remarquer dans des grèves comment la solidarité et quelquefois d'autres mouvements de grèves s'additionnent entre les usines d'un même trust dont l'implantation dépasse les frontières nationales d'un Etat. Pour nous, le problème révolutionnaire c'est le chambardement de cette vieille société autoritaire et inégalitaire et son remplacement par de nouvelles relations humaines et par des structures de gestion et de coordination non centralisées, c'est-à-dire fédéralistes.

Nous devons faire admettre que le fédéralisme qui peut et doit permettre une organisation naturelle de la société, des villes et des régions, est la solution d'avenir qu'il faudra mettre en place dès que nous aurons fait table rase des vieilles structures. Le développement des régions ne se réalisera pleinement que lorsque toutes les conditions s'y prêteront, c'est-à-dire une fois que nous aurons passé le cap du choc révolutionnaire. Il ne faut pas prendre le problème à rebours, commencer par la fin ; pas plus qu'il ne faut

LE PERE PEINARD



L'HÉRITIER

Lorsque le rejeton parait devant le cercle d'une famille dans le sens de l'histoire et qu'on lui pose la question : Que veux-tu faire quand tu seras grand ? Le vieux être politiciard comme papa ! Toute la tribu, bien contente de reconnaître un des siens, soupire de contentement. A l'époque de la décomposition de la famille, c'est bien le fils de son père ; il est de la lignée.

Son vieux c'est lui-même, d'accord il avait des dispositions et de l'hérédité, derrière lui toute une suite de traficoyeurs ; avec sa gueule il s'est élevé, dit-on, à la force du poignet.

Le fils sur la rampe de lancement, j'entends d'ici le baratin du vieux.

Alors, fiston, toi aussi tu veux être politiciard. Aujourd'hui c'est plus comme de mon temps où j'ai mis le pied à l'étrier, maintenant c'est devenu une profession ; avant, avec un bon coup de gueule, on pouvait surnager et puis y'a du monde sur le marché et on n'est plus au temps de l'artisanat.

Dans les trusts modernes à politique on garde bien quelques types sortis du rang, hauts en couleur, pour amuser la galerie. C'est pas pareil au PC : les députés n'ont qu'à suivre le bureau politique dirigé par des professionnels, crois-moi. Maintenant, pour gagner les galons de ton vieux et viser à tenir le gouvernement, il faut bâcher.

Premièrement le bacho est indispensable ! Fais gratter tes ménages que l'on soit pas obligé avec les potes de trafiquer les examens comme on a fait parfois. Tu penses ! des relations, qui étaient affligés de rejetons ramiers en diable, même que l'on a frisé les emuis, enfin dans un sens heureusement que cela existe la solidarité de classe !

Après le bacho, science-po si tu as pas le pot à l'examen d'entrée et malgré mes condés, cela sera l'ENA, l'Ecole nationale d'administration.

Si tu as pas le bol, vient pas me dire que tu en as ras le bol, faut en vouloir de l'autorité. Quoique il y a le droit ; un politique moderne, un grand moderne fait son droit, là-dedans on a l'avantage tout de suite de comprendre ce que c'est que la morale. Le droit, c'est bon surtout dans ta condition, il faut savoir marcher en crabe.

Quoi, tu renâcles ? Tu fais de l'idéalisme ? Nom de Dieu je t'envoie à l'école pour faire un chef, pas le couillon ; tu vas pas jouer les romantiques, la real-polit' y'a que ça. Et pourtant je t'ai bien envoyé dans une institution payante que je sais bien, est dirigée en sous-main par les jésuites, et pourtant j'étais à cette époque-là socialo, j'allais au meeting pour la défense de l'école laïque. J'ai pris des risques, j'ai toujours pris des risques, je sais bien que dans ces maisons-là, on prend des mauvaises habitudes, il faut toucher à tout, ça peut servir et dans ce monde en évolution faut se mettre à la mode.

Tout voir et s'instructionner, surtout quand on est jeune, je vais pas t'engueuler si tu vas chez les trotskistes, j'ai été avec eux, même les trucs anars je suis pas contre, mais surtout il ne faut pas t'y attarder, il n'y a rien à gagner. Mais là-dedans ne t'engage pas trop, laisse pas traîner ton nom partout. Question action tu peux leur en proposer, mais toi n'oublie pas que tu es un chef, laisse exécuter le boulot par la base. Il faut toujours flatter la base.

Et puis maintenant, avec l'université, tu as de la chance, y'a de tout là-dedans, dans le temps, pour aller sonder le prolo fallait courir la banlieue dans des salles pas chauffées. On y donne de tout, même des cours de syndicalisme, je te demande pas de devenir syndicaliste, mais de savoir ce que c'est pour se prémunir contre le syndiqué. A Censier, par exemple, à la halle aux vins même, les exploités viennent à votre domicile, c'est tranquille et bien profitable pour nous. Ils nous refilent leurs tuyaux.

Faut se mettre à la coule, fiston. Moi qui te parle, j'en ai connu qui voulaient pas changer, ils faisaient vieux, trop vieux même, les femmes n'auraient pas voté pour eux. La solidarité de classe intervenait, elle leur trouvait une sinécure. Sois tranquille, n'oublie pas que les anciens ont bien fait les choses, si tu es seulement député quelques jours, tu pourras verser double retraite à la caisse et tu pourras toucher le double, c'est la poire pour la soif.

Bien sûr, j'en ai connu, j'en connais, qui gueulent pour la révolution prochaine, tous, tu m'entends, croyaient tellement à la révolution qu'ils coïtaient à la double retraite.

Rideau !
Quand allez-vous, gus de Vincennes, gus de Nanterre, adeptes de la psychanalyse, les passer au décerclage nos politiques, pour qu'on rigole un peu. Le plus marrant, si on allait à fond, vous y passerez aussi, comme le curé de mon quartier, vous faites dans le même domaine.

LE PERE PEINARD.



LE PINCE SANS RIRE

La candidature de M. Nixon au prix Nobel de la Paix a surpris certaines personnes, en a indigné d'autres, et en a généré quelques-unes.

Signalons qu'elle n'a provoqué ici aucun étonnement, car nous l'attendions sinon avec impatience du moins avec conviction... et humour.

Dans cette même rubrique « A rebrousse-poil », du « Monde Libertaire », n° 175, novembre 71, nous laissons en effet prévoir une telle éventualité sous le titre précurseur : « Le Nobel de l'an prochain ».

Puisque, disions-nous, le prix Nobel de la Paix avait été attribué à M. Willy Brandt pour sa diplomatie conciliante avec l'Allemagne de l'Est et les autres pays marxistes, les congratulations entre M. Nixon et les dirigeants de la Chine communiste appelaient pour l'homme de la Maison Blanche une récompense analogue.

Et nous écrivions noir sur blanc : « M. Nixon aura fait en Asie ce que M. Brandt vient de faire en Europe, et l'année prochaine M. Nixon aura le prix Nobel de la Paix, qu'il aura mérité de la même façon que lui. »

Certes, il y a tout de même quelques différences, dira-t-on : M. Brandt n'a fait qu'entériner et peut-être consolider un état de paix existant, alors que M. Nixon s'est livré incontestablement à certains actes de guerre qui ne devraient pas être comparables avec une distinction pacifiste.

En principe, il est vrai, une telle objection est valable, et il ne sera pas tout à fait sans intérêt d'observer ce qu'en pensent les notables qui vont avoir à la peser.

Mais qui a bien pu, par un mot glissé dans le tuyau de l'oreille, suggérer à M. Nixon l'idée de sa candidature ? Impossible qu'il l'ait eu tout seul : il ne possède pas suffisamment le sens de l'humour, même macabre.

Et nous n'allons pas nous gonfler le nez au point d'imaginer qu'il ait pu la glaner dans le n° 175 du « Monde Libertaire » !

Il fut une époque où l'Amérique — c'était avant Superman — était féconde en gens d'esprit, et l'on peut supposer qu'un Mark Twain ou un O. Henry se fût délecté à conseiller plaisamment le président dans la situation paradoxale ou ridicule. Hélas ! les « comics » ont tué le comique aux U.S.A., et l'on a peine à croire que cette idée de M. Nixon soit une idée américaine...

Alors ?

Alors, on se demande si, lors des entretiens de Pékin, ce ne serait pas M. Chou-En-Lai qui...

Les Chinois, vous savez, ont l'esprit délié et subtil, et M. Chou-En-Lai est un parfait pince-sans-rire. Après tout, à ses yeux, mieux vaudrait Nixon que Brejnev !

P.-V. BERTHIER.

ADMINISTRATION OU CENSURE

Au nom du progrès et de la rationalisation, l'inscription des journaux et périodiques, qui allait de 1 à 50.000, va être cataloguée sous une autre numérotation.

Les frais que va entraîner une pareille réforme seront hautement compensés et justifiés par le caractère indispensable et culturel d'un aussi génial changement.

Nous osons espérer que la nécessité de donner le numéro 500.001 à l'organe qui portait le numéro 1 n'échappera pas à l'entendement d'un électeur moyen.

En vérité l'intelligence de nos représentants n'a d'égale que le souci qu'ils ont de dilapider l'argent du trésor public.

Cependant, même au temps de l'électronique et de l'automatisation, un aussi vaste projet ne se réalise pas en un jour ; songez donc ! donner un nouveau numéro à quelque cinquante mille organes et périodiques inscrits ne saurait demander moins de dix années au train où vont les choses.

Le tout est de commencer.

Département par département avec la prudence du lièvre, la témérité du lion et la lenteur de l'escargot, l'appareil est mis en place.

Mais alors nous assistons à des conséquences dont le gâchis aurait réjoui Courteline et lui aurait inspiré une suite à son *Ami des lois*.

Ecoutez plutôt :

Les journaux bénéficient de la récupération de la T.V.A. et de tarifs postaux privilégiés, sans lesquels ils seraient dans l'impossibilité de vivre.

Or, *Présence*, revue poétique et sans subvention (fait assez rare pour être signalé) voulant procéder à un envoi dans l'un des heureux départements dotés de la nouvelle numérotation, s'est vu refuser l'avantage des tarifs journalistiques, sous le prétexte qu'il porte un ancien numéro.

Naturellement, dans le département où cet organe paraît, la préfecture duquel il dépend se refuse à tout changement, l'ad-

ministration n'en étant pas encore là.

En d'autres termes, ladite administration exige à Marseille des références que la même administration se refuse à délivrer à Brive.

Est-ce clair ?

Faut-il mettre de pareilles mesures sur le compte de l'infantilisme gouvernemental ou se demander si tout ce remue-ménage n'a pas d'autre objet que d'établir une ségrégation et, à la faveur de questionnaires et de conditions exigées, se débarrasser des empêcheurs de bâfrer en rond, qu'il s'agisse aujourd'hui d'une revue comme *Présence* pour qui la poésie ne peut s'inscrire que dans la liberté et la fraternité humaines, ou qu'il s'agisse demain d'organes comme le *Monde Libertaire*.

C'est la question que nous posons aux pouvoirs publics, avec le légendaire respect que nous avons toujours ressenti à leur égard.

Maurice Laisant.

« TOUT LES MOYENS SONT BONS »

Comme chacun sait, le programme de la gauche, ou le plus petit commun dénominateur, n'a pas assez de souteneurs au parlement ; malgré les sondages, les prévisions scientifiques favorables à une victoire de la « gauche ». Cette chose n'était même pas un problème mathématique mais juste de pif pour prévoir le contraire. Le plus marrant c'est que tous les gauchistes généralement, même ceux qui ne votent pas, ont lancé des campagnes, des actions en prévision de la victoire de la gauche, ils vont avoir l'air fin et les cuisses propres.

En toute logique, s'il pouvait y avoir un programme de gauche qui aurait pu passer la rampe, il aurait fallu qu'il soit plus réactionnaire pour rassembler le plus de votards possible.

Le P.S.U. a déclaré après les résultats qu'une majorité de gauche au parlement ne pouvait

être, car le programme commun n'était pas assez à gauche ; que veut-il nous faire croire ? Tout prouve le contraire car chacun sait qu'il faut une majorité de gauche pour faire véritablement une politique de droite et dans une telle éventualité pourquoi pas un programme de droite pour une politique de gauche.

Dans la lancée avant le deuxième tour, nous avons eu le plaisir de lire une déclaration manifeste dans « Politique Hebdo » et le « Nouvel Observateur » :

« Toute considération théorique à part, nous pensons que tous les moyens sont bons pour chasser la mafia qui écume depuis trop longtemps le pays. Aussi douteux, aussi piégé qu'il soit, le vote est l'un de ces moyens. Il s'agit, dans la circonstance, d'en faire un vote purement négateur. »

Extrait de « Le Piège de l'abstention ».

Signé entre autres par Maurice Clavel, Daniel Guérin, Eric Losfeld, Pierre Vidal-Naquet, etc.

Lisez bien « tous les moyens sont bons ». Les signataires de cette chose ont-ils tapé trop sur la bouteille entre le premier et le deuxième tour ? Avant ils auraient dû faire campagne suivant leur éthique « Pour un programme commun le plus réactionnaire possible » et en continuant comme ils font d'ordinaire à éduquer les masses de « gauche » dans l'optique du « tous les moyens sont bons » de Marx au pseudo-libertaire Daniel Guérin, Hitler, Mussolini, le mercant du coin, n'importe quel autoritaire, à leurs profits ne tiennent pas le même langage. Dans de telles conditions, c'est une des raisons pour lesquelles les libertaires dignes de ce nom ne votent pas.

Paul CHENARD.

IL N'Y A PAS DE CENSURE POLITIQUE

France-Inter nous proposait, le 8 mars dernier, une émission sur la censure cinématographique, et plus précisément, sur la censure politique, avec la participation de M. Pierre Soude, président de la « Commission de contrôle cinématographique ».

Très insidieusement, ces Messieurs de l'O.R.T.F. avaient préparé quelques interviews enregistrées de cinéastes qui s'étaient cette dame censure, pourtant si démocratique comme nous allons le voir.

Face aux argumentations de M. Pierre Soude, leurs doléances eurent peu de poids. Et, si certain metteur en scène avait eu à déplorer que ces films sur la décolonisation, à une époque où il n'était pas très judicieux d'en parler, ne s'étaient jamais vu décerner le fameux visa, il ne pouvait, à présent, que se féliciter du libéralisme à toute épreuve du contrôle qui avait accepté son dernier film, « Avoir 20 ans dans les Aurès ». Que celui-là ne soit passé que dans quelques salles « spécialisées » est, bien entendu, un aspect tout à fait secondaire du problème...

Toujours est-il qu'on s'est efforcé de nous démontrer que la Commission de contrôle n'est là que pour veiller au respect de notre belle législation, mère des libertés d'opinions, et pour protéger ces adolescents toujours si tentés par la délinquance. Ces Messieurs tellement conscients de leur rôle d'éducateur seraient sans doute fort surpris si on venait leur dire que les apologies meurtrières des patries et les immolations sanglantes à la gloire des clas-

ses privilégiés sont bien plus dangereuses pour leurs chéribins que la vue de quelques nudités ou le spectacle de révoltes un peu violentes...

Leur conscience pédagogique n'a donc jamais eu à souffrir devant les insanités patriotardes qui peuplent régulièrement nos écrans.

Ils ne sont pas les seuls d'ailleurs, et quelle meilleure preuve que l'intervention de ce Monsieur, dont je regrette fort d'avoir oublié le nom, théologien de son état, qui, de la voix dure et saccadée de ceux qui n'ont pu déjouer leurs ardeurs sexuelles au bon moment, nous rappela la triste vulnérabilité de l'homme, souillé par le péché originel ; ce grand comique souhaite, bien entendu, une plus grande fermeté de la censure, tant sur le plan des mœurs que sur le plan politique, proposant que les auteurs de livres où apparaissent un peu trop de fesses aillent méditer, à l'ombre, sur la dialectique du péché originel...

Mais, de tout cela, il me paraît important de ne retenir qu'une seule chose : on peut faire n'importe quel film à propos de n'importe quoi ; par conséquent, pourquoi ne pas accoucher d'un montage qui pourrait s'intituler, par exemple, « Fais pas le zouave » et qui reprendrait les péripéties de ce populaire journal, étoffé de quelques sujets intéressants comme le Larzac et les expériences nucléaires dans le Pacifique, et avec la participation de M. Michel Debré et des objecteurs insoumis à l'ONF...

Martine VERPRAET.

Communiqué

Nos camarades du groupe François Villon de Béthune ont organisé le 15 mars une manifestation contre la loi Debré. Suivant les accords pris au préalable avec les lycéens, les membres du groupe se trouvaient de faction à 7 heures devant chaque lycée de la ville. Ce « piquet de grève » ne força personne à les suivre. Devant la sous-préfecture se tint un meeting malgré l'A.J.S. qui tenta vainement de disperser la manifestation. Ensuite les membres de la F.A., à l'unanimité des élèves, conduisirent la manifestation sur la place du Beffroi, la plus grande place de Béthune. Après, les représentants de la F.A. se rendirent (délégués par les élèves) chez les directeurs et proviseurs des lycées et obtinrent de ceux-ci la suppression des cours ainsi que l'appui du personnel enseignant.

Nos camarades de Béthune savent qu'il n'est nul besoin de recevoir des ordres pour agir !

LA REDACTION.

MONSIEUR SEGUY ET L'AUTOGESTION

Ignorant l'histoire, dédaignant la définition des dictionnaires, le P.D.G. de cette fabrique de petits et de grands mandarins syndicaux qu'est la C.G.T., a affirmé, prenant ses interlocuteurs pour des sots ignares, que l'autogestion était une utopie.

Pour le Larousse l'« utopie » est dit d'un système qui paraît irréalisable. Mais si l'on en croit l'histoire du mouvement ouvrier de ces dernières décades, l'autogestion a été réalisée plusieurs fois et avec un certain succès. Si elle n'a pu tenir que pendant des périodes relativement courtes, c'est que son irréductible ennemi, l'autoritarisme marxiste — dont vous êtes pour la période actuelle et sur le plan syndical l'obéissant et discipliné laquais, monsieur Seguy — a réprimé sauvagement cette manifestation de la volonté des travailleurs d'administrer eux-mêmes leur vie.

Quant aux preuves historiques, faut-il vous remémorer que Lénine, sentant une base solide de départ pour ce qui allait être

« Sa révolution », avait décidé, contre la tendance Zinoviev et Kamenev, de poursuivre et d'intensifier la lutte jusqu'à la prise du pouvoir ? Cette base solide était les conseils ouvriers qui s'étaient formés spontanément avant octobre 1917. Les noyauter, les vider de toute leur substance autogestionnaire et en faire un instrument docile pour prendre la place de l'administration tsariste, fut la tactique des bolcheviks. Les promesses de l'Etat et la Révolution sur la prétendue « indispensable période intermédiaire » abusa les compagnons ne connaissant pas encore le machiavélisme lénino-marxiste habile à tromper les travailleurs. Economiquement, ce fut la N.E.P., le capitalisme d'Etat remplaça le capitalisme bourgeois. Depuis, la Russie, qui a gardé mensongèrement le titre de « soviétique », au lieu d'être l'ennemi n'est plus que la concurrente de la finance internationale occidentale. En supprimant l'autogestion des conseils ouvriers, la révolution d'octobre s'est transformée en putsch pour mettre

au pouvoir une autre équipe, sans grande transformation de base dans le système économique n'ayant rien changé au principe de l'Etat.

Faut-il vous rappeler Kronstadt, écrasée par les canons de Trotski et de Zinoviev avec la bénédiction du nouveau tsar Lénine ? L'Ukraine où Trotski, encore lui, utilisa Dénikine pour arrêter l'extension de l'autogestion que les bolcheviks jugeaient plus dangereuse pour leur Etat que l'armée blanche ? Et la Catalogne, si proche de nous, où se sont illustrés vos prédécesseurs ?

Partout l'autogestion a été écrasée par les tenants de cette formule jésuitique qui renferme en elle la négation de tout principe de liberté et de socialisme, formule mise au point par les deuxièmes Engels et Marx : « La dictature du prolétariat par l'intermédiaire de son parti de classe » et qui a donné naissance à un fascisme rouge et à un impérialisme aussi vil que l'impérialisme bourgeois.

Vos structures hiérarchisées et

vos slogans de mots creux ne servent qu'à leurrer les travailleurs, leur laissant croire que votre centrale les défend quand elle les endort ; la libération du prolétariat ne peut être faite que par lui-même, sans aucun intermédiaire. Vous lui donnez satisfaction sur des revendications mineures, sans œuvrer pour mettre fin à l'exploitation. Le voudriez-vous que vous ne le pourriez pas, votre système est une autre forme de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Vous leur faites oublier qu'ils sont TOUT et capables de prendre en main leur destin dans un cadre autogestionnaire, fédéraliste et véritablement démocratique.

Ces perspectives vous font peur et on vous comprend, car il n'y a pas de place pour les hommes comme vous et vos états-majors dans un système autogestionnaire.

Ce prolétariat-là, adulte, conscient de sa force et de ses capacités, vous le craignez monsieur Seguy. C'est celui qui, en 1936,

a obligé votre prédécesseur à prendre le train en marche ; en 1968, c'est celui qui vous a fichu la trouille et il a fallu votre soulesse d'échine et l'aide de Pompidou pour vous remettre en selle. Vous lui avez du reste renvoyé gentiment l'ascenseur en l'aidant pour l'élection présidentielle, vous abstenez contre tous les principes traditionnels de votre communisme !

L'autogestion, monsieur Seguy, n'est pas une utopie, car elle est la seule voie pour la vraie révolution, celle qui reste à faire. Votre centrale n'est qu'une voie de garage où, habituellement, vous dirigez les travailleurs pour servir une politique qui n'a rien à voir avec les aspirations profondes du monde du travail, mais dont nous ne connaissons que trop les desseins liberticides.

L'autogestion, en libérant le travailleur, en lui donnant la place qui est la sienne dans la société, sera le début d'une ère nouvelle de notre civilisation, celle de l'HOMME ADULTE. Jean DUTEIL.

LA LOI DEBRÉ ET LES RÉPERCUSSIONS LYCÉENNES

Un certain « antimilitarisme » se développe ; il s'est greffé sur les idées libertaires diffusées dans la jeunesse. Tout comme en 71, lors de l'agitation sur la loi dite Guichard (l'ordre dans les lycées), les appareils gauchistes propagandisent à cette faveur. Ils ont deux techniques :

— L'opportunisme ; le gouvernement frappant, ils contrent et mobilisent la population ;

— L'agit-prop ; ils attendent un état d'esprit de malaise ouvert, cherchent un rapport de force avantageux (Front uni, mouvement lycéen, etc...) par un déplacement de militants et un catéchisme débonnaire sur les masses ; l'agitation est quantifiée, permettant aux militants de contrôler la situation et d'y répandre leurs doctrines. L'agit-prop aspire à une présence permanente du malaise. Dans les deux techniques, une sorte d'ogre de neige finissant en « avalanche ». Ce n'est pas tant contre les lois en soi qu'ils se battent, mais dans le sens où certaines heurtent le populisme et la révolte. Les appareils se mettent alors en branle. Ces mouvements suivent la réaction de la foule et s'y effrent. Un autre cas, existe, où ils développent de rien, des comités de soutien, informant sur des faits souvent réels mais défor-

més et aliénés à leur logomachie partisane.

On retrouve d'ailleurs ces attitudes dans tous les grands partis, mais qui eux, plus importants en nombre, plus sclérosés, subissent moins les répressions. Ce sont des partenaires. Ce sont des participants à l'Etat de fait dominant.

Le milieu gauchiste est uniforme, et dans le temps on retrouve toujours les mêmes combines, les mêmes coups fourrés, les mêmes prétendues évolutions. Il y a peu de temps, je feuilletais dans mes archives, des collections de journaux gauchistes, depuis quelques années ; la Cause du peuple, Rouge, etc... Intéressant au niveau de leurs machinations et de leurs changements de positions, tout à fait normales en fait, avec des apparences d'auto-accusation, de réflexions ou d'illuminations. Comme le Proche-Orient, « l'antimilitarisme » est totalement récent dans les perspectives de luttes marxistes. Il est pour le moins amusant que les suppôts de Marx, Trotsky, Mao préchant des idées quelque peu libertaires, quand leurs propres idoles appelaient à la destruction de la Commune de Paris, investissaient Cronstadt, il y a 52 ans et y assaïnaient marins et ouvriers révolutionnaires, exterminaient les milices de la Makno-

vitchina, massacraient les gardes rouges premier modèle... parmi leurs nombreux exploits.

Et aujourd'hui, dans les établissements secondaires, la jeunesse masculine réalise la portée de la loi dite Debré, connue depuis deux ans, supprimant les sursis, attaquant en fait leurs privilèges de futurs cadres de la nation. La loi Debré ne concerne pas les jeunes travailleurs ni tellement les élèves des C.E.T., qui iront tôt faire leur temps de « service ». Par solidarité, les lycées de jeunes filles, se mettent aussi en grève, elles qui n'ont pas de toute manière à l'armée. Dans ces lycées de jeunes filles, le militantisme gauchiste y voit autre chose qu'une solidarité sincère, mais plutôt une possibilité de noyautage.

Autre critique à ce mouvement, pour beaucoup, il y a abus de l'arme de grève. Une journée, pour quoi pas deux heures, ou une minute de silence, ne constitue en rien une offensive contre les pouvoirs, la grève s'entend comme une épreuve de force indéterminée ; dans le cadre d'un lycée, où on forme ou plutôt déforme l'individu ; où l'on donne un savoir, où rien n'est produit immédiatement, la grève n'a pas de perspectives expropriatrice et gestionnaire, elle n'est qu'une manière de mobiliser par la démobilitation des cours, elle n'est qu'une manière de s'exprimer, puisqu'on n'en voit pas d'autres. La grève lycéenne telle qu'on la fait ne gêne en rien l'Etat, la loi Debré demeurera peut-être, les lycées reviendront à leur propres maîtres et tiendront leur place dans une société de petits cadres, de petits militants marxistes à la rigueur ; la révolte de cette jeunesse est manipulée et comprise par les pouvoirs et par les politiciens, elle a les plus fortes chances de se résorber et de disparaître, n'attaquant pas les fondements de l'Etat, mais voulant les aménager.

Ce mouvement ne saurait être subversif, différent, avec une éthique socialiste libertaire que s'il s'attaquait à l'armée, à toutes les armées, rouges, blanches ou tricolores.

L'aménagement de l'armée, l'aménagement de l'Etat, avec un certain individualisme égoïste (« les autres, pas moi ») est une démarche de long terme. La volonté de liberté, de justice sociale, notre refus de l'Etat, expression la plus haute de l'autorité temporelle est aussi une démarche à long terme. C'est une question de sincérité vis-à-vis des autres et de soi-même. Le combat libertaire passe par l'antimilitarisme, contre tous les uniformes, tous les chefs, toutes les armées.

Joël Gochot.

Nos camarades italiens nous signalent la parution de la première partie d'une bibliographie de l'anarchisme, ce premier volume étant consacré aux journaux et ouvrages de langue italienne. Bibliografia dell'anarchismo, de L. Bettini.

LA FIN DE L'ETE YOUGOSLAVE

Les Russes n'auront pas besoin d'envoyer leurs tanks à Belgrade ! Depuis octobre 1972, Tito a entrepris la « normalisation » du pays. Idéologiquement et économiquement, la Yougoslavie est en train de basculer dans l'orbite soviétique, dans l'indifférence générale de l'Occident.

On se souvient que l'été yougoslave a commencé en 1952 après le VI^e Congrès du P.C.Y. Sous l'influence de Milovan Djilas, rapporteur principal du Congrès et membre du Comité central, le régime s'était libéralisé et décentralisé. Les conseils ouvriers obtinrent davantage de pouvoir ; certaines entreprises s'autogèrent, les petits cultivateurs (propriétaires de 10 hectares) purent exploiter librement leurs terres. On se mit à parler plus librement en Yougoslavie et de nombreux intellectuels établirent des contacts enrichissants avec leurs collègues d'Occident. Quinze ans avant le printemps de Prague, le socialisme, en Yougoslavie, prit un visage humain.

Toutefois, la libéralisation n'était qu'une façade qui cachait l'autoritarisme foncier et policier du régime. La censure subsistait ; les entreprises restaient, en fait, contrôlées par l'Etat, le Parti et la police (les directeurs, nommés par l'Etat, étaient membres du parti). La plus grande partie de la plus-value était accaparée par l'Etat (85 % environ), les ouvriers restaient des salariés, ne disposant ni des moyens de production, ni de l'ensemble des produits de leur travail ; ils ne purent ni orienter la production, ni décider du mode de distribution. Djilas lui-même fut exclu, dès 1954, du Comité central (à la suite d'articles d'où devait sortir *La Nouvelle Classe*), et ses écrits, publiés à l'étranger, lui valurent neuf ans d'emprisonnement.

Sous la pression des difficultés économiques, des querelles intestines et de l'Union soviétique, le régime yougoslave vient de révéler son vrai visage. Une campagne d'épuration idéologique se poursuit actuellement dans tout le pays, déclenchée en octobre 1972 par Tito. De nombreux intellectuels marxistes humanistes viennent d'en être les victimes.

C'est ainsi que huit membres du Département de Philosophie (Belgrade) ne pourront plus enseigner pour des raisons politiques. Le point de vue de ces écrivains, exposé dans les revues *Praxis*, *Filosofija* et *Gledista* est considéré comme incompatible avec la politique et l'idéologie de la Ligue communiste (on leur reproche de dire que « les droits de l'homme et les libertés civiles de certains intellectuels sont en danger, que la démocratisation future de la société est impossible sans la démocratisation du parti dirigeant, qu'on change arbitrairement la constitution tous les deux ans et que le pouvoir des dirigeants est pratiquement illimité », etc.). Le gouvernement a fait publier dans les quotidiens et les hebdomadaires sa décision : de tels écrivains ne pourront plus désormais être considérés comme des éducateurs.

En outre, Tito reproche à ces professeurs d'exercer une influence pernicieuse sur la jeunesse ; il les rend responsables de la révolte des étudiants de Belgrade, en mai 1968, où furent dénoncés le caractère bureaucratique et autoritaire du régime et la montée d'une nouvelle classe : la « bourgeoisie rouge » (révolte devant laquelle Tito a dû plier l'échine, mais qu'il n'a jamais digérée !)

La purge actuelle concerne notamment les professeurs « humanistes » Stojanovic, Injic, Popov. Le professeur Jakic a été arrêté à Sarajevo. La publication de l'ouvrage du Pr Marcovic : « Réexamen » a été interdite, et l'ouvrage, détruit ! De plus, la purge menace d'autres leaders qui, après le VI^e Congrès, ont combattu pour la démocratisation, contre les tendances autoritaires et bureaucratiques. Il y a de bonnes raisons de penser que la répression ne se limitera pas à ces destitutions ; déjà plusieurs membres des départements de philosophie et de sociologie ont vu leur passeport enlevé ou refusé en janvier, février, novembre 1972.

En 1972, un certain nombre d'intellectuels ont déjà été victimes de procès : le Dr Djuric, professeur à la faculté de droit de Belgrade a été condamné en juillet à deux ans de prison, et le Pr Bodizar a été arrêté en novembre.

Au moment où de nombreux Français s'apprentent à voter pour « l'Union de la Gauche », ces événements devraient nous donner à réfléchir. Un des derniers bastions du marxisme pseudo-libéral est en train de s'effondrer en Yougoslavie. Les mesures de répression prises par Tito nous confirment, une fois de plus, que le « communisme étatique est incompatible avec la liberté et le véritable socialisme » ; il faut savoir que c'est « par nécessité et par tactique » qu'il prend parfois le masque du libéralisme, « jamais par conviction ».

Malheureusement, pendant la période « libérale », les adversaires de l'autoritarisme étatique se dévoilèrent ; ils deviendront les premières victimes de la phase répressive suivante — les boucs émissaires — sur lesquels se cristalliseront tous les mécontentements devant les erreurs du régime (comme on l'a vu successivement en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, et après les « Cent fleurs », en Chine).

Mathilde NIEL.

HIERARCHIE DES SALAIRES ET SYNDICALISME

Lorsque nous, anarchistes, affirmions notre opposition irrévocable à toute hiérarchie, et notre volonté d'établir immédiatement dans la période suivant la révolution l'égalité des salaires, nous sommes, en général, qualifiés d'utopistes et de doux rêveurs, y compris par ceux, responsables syndicalistes, qui se gargarisent, à longueur de journée et de colonnes de journaux, du mot à la mode : autogestion, tout en se rattachant peureusement aux basques des marxistes de tout poil.

Dans notre société, régie par les lois du capital, l'une des tâches prioritaires des anarchistes, militant dans les centrales syndicales ouvrières, est de mener le combat pour la remise en cause de cette inique hiérarchie des salaires, qui représente le besoin des possédants et des gouvernants de diviser au maximum les travailleurs, dans le but de consolider leurs privilèges, et de maintenir, tant bien que mal, la « paix sociale ».

Se limiter à la défense du pouvoir d'achat, en acceptant honteusement des révalorisations hiérarchisées est une trahison des luttes ; cela permet à ceux qui plastronnent en haut de l'échelle de « consommer » davantage de superflu, au détriment de la majorité qui, en bas, joint difficilement les deux bouts, et doit consentir à sacrifier tous loisirs pour régler un loyer écrasant, ou les traites d'un appareil ménager.

C'est aussi une belle hypocrisie que de vouloir combiner la solution du pourcentage avec celle de l'augmentation uniforme, sous prétexte de ne pas chagriner ces pauvres cadres mal-aimés, et il est ahurissant d'entendre des camarades syndicalistes déclarer sans rire qu'une augmentation en valeur absolue amènerait inéluctablement à une baisse du pouvoir d'achat du cadre moyen.

Je ne suis pas un économiste, mais j'aimerais que l'on m'explique pourquoi, si j'ajoute 100 F à un salaire de 1.000 F, et 100 F à un salaire de 8.000 F, le type qui aura 8.100 F pour bouclier son mois serait lésé par rapport à mon anar qui en aura seulement 1.100 F ! Il ne faudrait tout de même pas oublier ceci : sur ses mille balles, le manœuvre, lui, il doit bouffer et se loger, alors que le cadre a quand même de la marge pour se payer quelques petites fantaisies, non !

Et puis, jusqu'ici, j'ai parlé uniquement du salaire de base, et vous savez bien qu'il existe également des primes, et que celles-là sont le plus souvent hiérarchisées (sans parler de celles qui sont refilees en douce : pas aux O.S., bien sûr !). Le gars qui se fait ses mille balles mensuels, s'il a une prime représentant 3 % de son salaire, il touchera 30 F de plus... mais notre cadre, lui, avec ses 8.000 F, ça lui en fera 240 supplémentaires.

Et ce malheureux en question, il n'a pas besoin de revendiquer, ni de faire grève, pour obtenir son augmentation, il lui suffit d'attendre que les petites catégories fassent le boulot, pour encaisser le pourcentage sans même avoir bougé le petit doigt.

C'est dans les luttes d'aujourd'hui que se prépare la société de demain, ce socialisme autogestionnaire et libertaire dont des tas de gens parlent à tort et à travers, parce qu'intoxiqués par ce système où le fric est roi, et parce que dans les Etats d'inspiration marxiste — la Yougoslavie titiste, chère aux dirigeants cédtistes et PSUistes, comprise — l'inégalité est aussi flagrante, sinon plus, que dans les Etats capitalistes.

Nous répétons inlassablement que, sans la réalisation rapide de l'égalité économique, toute révolution n'aura été qu'une gigantesque imposture.

Bernard Lanza.

SYNDICALISME

A PROPOS DE LA CONFERENCE DES MILITANTS ANARCHO-SYNDICALISTES APPARTENANT A FORCE OUVRIERE

par Maurice JOYEUX

La conférence nationale des militants anarcho-syndicalistes, que j'avais annoncée dans mon papier sur l'Auto-gestion et la C.F.D.T. s'est tenue dernièrement à Paris pendant deux journées qui furent des journées bien remplies. L'ordre du jour était chargé, mais en dehors des problèmes d'organisation, de liaison et de diffusion qui jouent toujours un grand rôle dans les assemblées de ce type, trois d'entre eux ont dominé le débat.

Le premier, l'auto-gestion fut l'objet d'une étude sérieuse et réfléchie. Une commission a été chargée d'en définir un contenu qui reflète un certain nombre de principes réaffirmés par l'assemblée et qui sont les suivants. Le syndicalisme même d'appellation syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-syndicaliste ne peut se contenter de se définir par des négations, pas plus qu'il peut se définir par rapport à telle ou telle organisation syndicale classique. L'anarcho-syndicalisme n'est pas seulement une proposition réformiste qui s'inscrit dans le cadre du régime mais également un moyen de transformation radicale de la société.

Le second volet de cette proposition anarcho-syndicaliste revêt une importance et une actualité au moins aussi grande que la première. L'auto-gestion peut être une fin ultime pour le syndicalisme, dans la mesure où elle s'appuie à la fois sur l'égalité des rémunérations et réduit l'autorité de la fonction à celle que nécessite la tâche à accomplir. Le contenu anarcho-syndicaliste

des luttes ne se juge pas à travers les moyens employés, mais à travers les buts que se proposent les luttes. L'auto-gestion ne se construit pas dans le cadre du régime capitaliste, morceau par morceau, mais est la conséquence finale d'une rupture révolutionnaire. La Charte d'Amiens est un cadre que l'anarcho-syndicaliste doit remplir en tenant compte de l'évolution économique et intellectuelle de notre temps !

Le second point de l'ordre du jour de cette conférence souleva également des discussions approfondies. Ce point concernait l'appareil syndical, le caractère inamovible de ses responsables, le mode d'élection des organismes de directions mais surtout le rôle des administrateurs. Depuis une quinzaine d'années, les organismes sociaux ont proliféré, les sommes investies se sont accrues et leur champ s'est étendu avec une incroyable rapidité. Parallèlement, les administrateurs nommés par les organisations syndicales se sont multipliés. Il est apparu qu'il y avait à cette situation un danger pour l'organisation syndicale qui risquait de se pourrir à travers une collaboration de classe susceptible de sauver le régime en corrigeant ses erreurs. Dans le cadre du système capitaliste, il a semblé souhaitable qu'aucun militant ne puisse détenir plus d'un poste d'administrateur, que l'organisation syndicale exerce un contrôle permanent sur ces administrateurs.

Que les administrateurs soient en liaison constante avec la section

syndicale de l'entreprise qu'ils sont chargés d'administrer, qu'un tri sériel soit fait entre les postes d'administrations proposées à l'organisation syndicale de manière à discerner ceux où la présence des travailleurs est vitale pour le mouvement ouvrier et les autres où la présence de syndicalistes sert d'alibi à des décisions qu'ils ne sont pas en mesure d'infléchir et qui ne sont rien d'autre que des postes de prestige pour l'organisation ou pour les militants qui la représentent. Enfin, là encore, la conférence s'est inquiétée du caractère inamovible des titulaires de certaines fonctions, sans manquer de souligner que lorsque ces fonctions sont rémunérées « royalement », il serait souhaitable que le surplus du salaire décent donné à l'administrateur ou au directeur soit restitué à l'organisation syndicale.

Un troisième point a également attiré l'attention de l'assemblée : il s'agit de « contrats d'association » conclus entre la Confédération Force Ouvrière et un certain nombre d'organisations autonomes à la recherche de la représentativité nationale. Ces organisations qui se refusent à accepter les statuts nationaux, les servitudes de la collectivité ouvrière et qui conservent leur statut corporatif viennent chez nous se refaire une santé, acquiescent ce prestige que seule l'organisation ouvrière peut conférer. Il y a gros à parier que ces buts atteints, elles retourneront à l'autonomie avec ce caractère national qu'elles n'avaient pas pu acquérir et que nous leur

avons conféré. Il serait souhaitable que plutôt qu'entretenir un « copinage » contre nature, notre confédération s'efforce de développer les syndicats d'instituteurs, de transports ou d'organismes sociaux, qui appartiennent à la confédération et luttent au coude à coude, sans exiger de privilèges auprès de leurs camarades des autres branches industrielles.

Toutes ces discussions qui furent enrichissantes ont tout de même été dominées par une question subsidiaire qui les englobait toutes. Quelles sont les raisons qui militent en faveur de la participation des anarcho-syndicalistes, à Force Ouvrière, par quels moyens les anarcho-syndicalistes affirmeraient-ils leur originalité à l'intérieur de Force Ouvrière et quelles étaient les méthodes qui empêcheraient Force Ouvrière de glisser encore un peu plus vers la collaboration de classe ? L'assemblée générale a d'abord décidé que les anarcho-syndicalistes de Force Ouvrière refusaient de se considérer comme une minorité au sens coutumier du mot car sur un certain nombre de points, la majorité des militants est d'accord avec eux. Elle a demandé que les anarcho-syndicalistes s'affirment sans faiblesse et sans concessions sur les principes du mouvement libertaire. Par contre, les délégués ont constaté que, au cours de nombreux congrès importants, en particulier les Congrès des P. et T., de l'Électricité, des Fonctionnaires, les délégués avaient affirmé fermement leurs principes anti-capitalistes et s'étaient employés à redresser l'ima-

ge réformiste que le bureau fédéral s'efforce de donner de notre organisation afin de rassurer toute une petite bourgeoisie salariée, qu'on espère ainsi attirer dans nos rangs. L'assemblée a décidé de suivre de près cette évolution encourageante qui peut faire espérer un redressement de la situation militante au sein de l'organisation.

Bien d'autres questions furent également débattues au cours de cette conférence nationale. Le ton y fut toujours modéré et les propositions réfléchies. On était loin du verbalisme et des braillements hystériques des syndicalistes de préaux d'école qui, au lendemain de juin 68, désagrégèrent tous les efforts de rassemblement anarcho-syndicalistes qui furent tentés.

Des dispositions ont été prises au cours de ces journées pour le développement de notre bulletin de liaison, pour la périodicité des rencontres, pour une organisation rationnelle du travail à accomplir, travail qui ne portera ses fruits que dans la mesure où il sera perçut sur les toiles, tant il est vrai que ces résolutions d'assemblées ne sont rien par elles-mêmes si elles ne pénètrent pas profondément dans cette cellule de la vie sociale qui est l'entreprise.

Enfin, en se séparant, la conférence nationale a souhaité que les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes qui militent au sein de la C.G.T. et de la C.F.D.T. suivent leur exemple et se concertent pour faire pénétrer nos idées qui sont communes dans leurs propres organisations.

OU EN SONT LES STRUCTURES SYNDICALES

par Le LANDAIS

L'enseignement que nous avons du syndicalisme fondé comme chacun le sait sur la charte d'Amiens repose sur l'expérience qui a marqué la première moitié du siècle, mais ne nous laisse pas véritablement l'impression qu'un demi-siècle de syndicalisme a transformé la condition ouvrière au-delà de sa séculaire atonie, source d'exploitation scandaleuse et avilissante. Comme le préconisait les signataires de la Charte d'Amiens, instigateurs du syndicalisme ouvrier de défense et de revendication issu des vœux libertaires, le syndicalisme doit demeurer à l'écart de la politique sous peine de s'exposer à la répression du pouvoir.

Cependant, l'évolution de la société selon les structures que lui ont imposé le progrès technique d'une part et dans le domaine infiniment plus subtil de la morale l'endoctrinement mystique par un capitalisme esclavagiste, n'ont pas permis au syndicalisme de s'exprimer dans le contexte social pour des motivations autres que des revendications spécifiquement professionnelles, légitimes certes, mais ne visant dans la plupart des cas que des objectifs de bien-être immédiat. Le syndicalisme ouvrier a subi, il est vrai, outre la scission de 1947, de multiples à-coups, dus aux phénomènes de pollution et de corruption. L'incidence du progrès technique sur la combativité syndicaliste a été foudroyante, l'embourgeoisement de la classe ouvrière est telle à l'heure actuelle que l'on finit par se demander la signification du mot bourgeois.

D'autre part, le syndicalisme n'a pas suivi les impératifs que les précurseurs avaient mis en lumière à savoir « la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme » pour objectif principal.

L'amélioration des conditions de vie des travailleurs ne devait se faire que par l'abolition des classes et non par la création de nouvelles classes privilégiées. Le progrès technique était considéré comme un potentiel d'émancipation et n'aurait pas dû créer de nouvelles sources d'exploitation.

Le mobile du capitalisme moderne a trouvé dans les termes de crois-

sance et d'expansion économique, des formules magiques qui n'ont servi qu'à prolonger les sources d'exploitation et d'asservissement. Le mutisme et l'incapacité du syndicalisme a créé un climat révolutionnaire face à l'insertion du progrès technique dans la société, a laissé l'esclave devenir le bourreau des surexploités pour le plus grand profit des capitalistes, parce que les possédants ont su instituer parallèlement au système politique existant des options complémentaires qui échappaient à tout contrôle direct. C'est ce qui a démocratisé sous l'aspect alléchant et odieux que l'on nomme communément capitalisme.

Le fait qu'un syndicalisme libre refuse toute inféodation politique et la constatation qu'il subit une intégration politique dans un système avec toutes les conséquences de coercition que cette acceptation implique aboutit tout simplement à conclure que le respect des principes anéantit le but.

L'intégration du syndicalisme dans un système politique en évolution, sous l'effet de la technique, allait fatalement corrompre l'essence et la morale syndicaliste dans son entité originelle et donner naissance à des spéculations de toutes sortes. Cela illustre les carences qui auraient pu être évitées en donnant une conscience politique au syndicalisme.

Je n'ai pas parlé de tendances politiques, mais de conscience, ce qui est tout à fait différent.

Tous nos problèmes naissent de la politique et de la religion. Cependant, essayons de raisonner en économiste. Tout travail laisse un produit. L'ensemble de ces produits donne naissance à des biens ; si la production est satisfaisante, l'ensemble de ces biens laisseront un excédent, qui dit excédent dit bénéfice qui échappe totalement à ceux qui ont produit les biens sous prétexte que l'on leur a fourni les moyens de production. Les problèmes qui se posent à l'ensemble des économies que nous connaissons sont des problèmes de répartition donc d'estimation de la valeur du travail humain face à la valeur de la machine ou des biens capitaux. En corrélation à ces deux comparaisons, je n'hésiterais pas à

donner au travail de l'homme, d'est-à-dire de l'exploité, la préférence sur la valeur matérielle de la machine ou des biens de l'exploiteur. C'est encore un problème qui dérive de la morale politique. L'homme dans le système capitaliste n'est pas au centre des préoccupations, dans le capitalisme la morale repose sur le culte de l'argent et l'aboutissement est « l'homme enrichi ».

Le syndicalisme ne peut tolérer une telle conception de la société, car cela nierait son fondement et saperait ses bases essentielles. Ce n'est pas faire de la politique que de faire du socialisme. Il n'y a aucune contradiction entre l'action syndicale dans la société et le rejet d'un système politique avilissant et étranger à l'intérêt commun.

Pour revenir à des problèmes qui peuvent toucher notre action immédiate, il faut considérer les modifications de structure des chasses dirigées du capitalisme privé en capitalisme libéral, constitué de nos jours par des sociétés la plupart du temps anonymes qui peuvent même recruter les actionnaires parmi les gens qu'elles exploitent, chose qui ne peut qu'aggraver la crise que traverse le syndicalisme contemporain. Les transformations radicales des structures dans la société ne peuvent être étrangères à la condition ouvrière de fait que les responsables syndicaux à l'heure actuelle estiment que le syndicalisme ne peut entrer en action qu'à l'intérieur du cadre de la profession et d'un secteur économique ne m'a jamais semblé favorable à l'intérêt collectif. La division du syndicalisme en secteur professionnel dont je ne discuterai pas l'utilité stratégique n'aurait pas dû aboutir à la défense d'intérêts partisans et limités. Cette orientation a contribué plus que tout à sa déchéance et a concrétisé de nos jours une certaine impuissance.

La disparité des formes de rémunération des avantages sociaux et des inégalités de salaire ne sont pas des acquis étrangers à la lutte syndicale disséminée dans chaque secteur ne contribuant qu'à une désolidarisation des classes laborieuses et à un contrecoup fatal pour ces dernières face au pouvoir établi omniprésent et spoliateur.

L'absence de dialogue entre les diverses organisations professionnelles, à cause de ces disparités et de ces inégalités amène une lutte de clans et une massente méfiance à l'intérieur commun. Le pouvoir abusif qui est rejeté entre les mains des délégués syndicaux qui opèrent selon des structures hiérarchiques à l'intérieur du syndicat n'aboutit qu'à un favoritisme corrompeur et à une dégradation de la fonction syndicale. La hiérarchisation des syndicats est l'illustration éclatante de la véhémence critique que je fais de l'assujettissement du syndicalisme au pouvoir politique. Effectivement, le syndicalisme a subi l'osmose du capitalisme, au travers de cette membrane poreuse de syndicalisme libre il y a des tyrans à l'intérieur même du syndicat comme dans l'entreprise ou dans les pouvoirs publics. Le rôle d'un syndicat ouvrier ne peut donc être subordonné à la défense d'intérêts partisans au sein d'une corporation ou d'une profession, mais il doit chaque fois où cela lui est possible, exprimer la volonté de la classe des exploités qu'il représente et non taire les aspirations les plus légitimes pour le jeu des revendications malsaines et inopérantes des augmentations de salaires et d'abréviations de la durée du temps de travail. Une revendication syndicale doit reposer sur une base cohérente et rationnelle. Pourquoi le mot autogestion fait-il peur aux syndicalistes, comment être investi de la confiance des autres si l'on redoute ses propres principes. Il faut que le syndicalisme fasse de l'éducation avant de faire de l'intervention. Il faut que chacun prenne conscience qu'un salaire n'est que la frustration de l'effort fourni au profit de ceux qui nous exploitent chaque jour un peu plus. Et ce n'est pas faire de la politique que d'essayer de libérer les travailleurs de leurs chaînes. Un socialisme auto-questionnaire peut seul réaliser l'idéal de paix et de liberté dans un climat économique égalitaire et dans lequel l'individu ne doit pas être écrasé par un appareil étatique ou bureaucratique. Le syndicaliste ne peut être qu'un socialiste sans ce critère ne peut être qu'un spéculateur fallacieux. Maintenant abordons le problème des cadres dans l'entre-

prise ; cette classe syndiquée de la même façon que les ouvriers quel-quefois aux mêmes syndicats n'aspirent pas toujours aux mêmes buts, les cadres perçoivent des rémunérations variables selon la forme d'entreprise qui les occupe, mais de toute façon sont assurés de revenus substantiels ainsi que de pouvoirs de décision importants étant investis de l'autorité patronale. Dans les conflits syndicaux modernes on voit fréquemment les syndicats ouvriers s'associer aux revendications des cadres pour le plus grand plaisir du patron qui élimine ainsi toute lutte sociale véritable.

D'aucuns prétendent que la hiérarchie est un phénomène naturel comme la pluie ou le vent et qu'aller à son encontre serait une hérésie. La hiérarchie est l'expression moderne du capitalisme féodal, elle crée un système social d'émulation permanente qui entraîne la haine et la compromission pour la plus grande satisfaction des arrivistes de toute espèce.

L'acceptation de cette forme de vue est l'apologie du système capitaliste donc d'un système de tyrannie et de profit.

La valeur d'un individu ne peut pas s'exprimer vénalement et ce n'est pas la place qu'occupe un cadre dans une entreprise qui est un critère de sa valeur professionnelle ni de sa probité intellectuelle. De nos jours, toujours soumis à cette forme de morale abjecte, on a tendance à juger les individus comparativement à l'épaisseur de leur portefeuille.

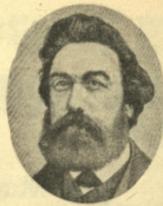
Quelques sophistes me reprocheront de m'attarder sur la valeur morale de l'individu et ne me pardonneront pas de saper les structures et de dénigrer leur morale. Le progrès social est inhérent à la nature humaine, et ce ne sont pas les privilèges financiers qui ont fait avancer la science, mais des chercheurs désintéressés.

Une confiance m'a été récemment rapportée de la plus importante centrale syndicale du pays qui selon les statistiques élaborées par l'Etat-major c'est aperçu que le nombre de cadres va croissant, proportion établie par rapport au nombre d'ou-

(Suite page 13)



Eugène VARLIN



Aug. VERDURE



Benoît MALON



Elie RECLUS
d'après un portrait de famille



Elisée RECLUS

Des applicateurs de génie.

CE QUE POURRAIENT ÊTRE LES COOPERATIVES

PAR MAURICE LAISANT

Le problème coopératif se présente à nous sous divers aspects, car il déborde singulièrement les cadres qu'il revêt à l'origine.

C'est ainsi qu'il se situe en lui et hors de lui (par l'influence qu'il peut avoir) ; c'est ainsi qu'il se situe dans le présent et dans l'avenir (par la place que son développement peut lui permettre d'occuper).

BUT DES COOPERATIVES

Le but essentiel de la coopérative est de permettre (supprimant les intermédiaires, abolissant au maximum les parasites) de fournir au particulier la marchandise au meilleur prix.

Il est évident que, limité à de pareilles proportions, il peut apparaître à nombre de camarades que l'activité qu'il faudrait déployer pour son édification pourrait trouver plus utilement son application pour la cause.

Mais examinons jusqu'où peut déborder la question de la coopérative et les conséquences qu'elle entraîne :

I

Ses avantages s'étendant des militants aux sympathisants et des sympathisants au public, elle peut nous valoir dans l'ensemble de la région où s'exerce son activité un préjugé favorable dont nous ne bénéficions pas ;

II

Elle peut contribuer dans une large mesure à détruire cette légende par laquelle nous sommes présentés comme des rêveurs et des utopistes. Devant les faits, le public préférera des rêveurs et des utopistes qui lui fourniront de la marchandise aux deux tiers de son prix à des réalistes dont la seule action pratique est d'aller le bras tendu à l'Etoile ou la main fermée à la Bastille.

III

Un autre avantage que peut nous rapporter la création des coopératives est le rapport que cela impliquera avec les populations rurales. Le préjugé marxiste à l'égard de la paysannerie (le développement social, selon Marx, étant lié au développement industriel) et le peu d'électeurs que compte la campagne au kilomètre carré font que celle-ci est dédaignée des parlementaires de droite comme de gauche. Elle n'est guère plus gâtée par la propagation des idées liber-

taires, et cependant l'histoire démontre largement que les milieux ruraux, par la simplicité de leur vie et de leurs structures, par leur rapport concret avec la nature sont les plus aptes à comprendre, accepter et réaliser l'idéal et les méthodes libertaires. N'est-ce pas en Ukraine, lors de la révolution russe, et en Aragon, lors de la révolution d'Espagne, que les expériences sociales furent les plus complètes et les plus probantes ? Nos rapports avec les paysans peuvent être d'une portée incalculable pour la propagation et le triomphe des idées qui nous sont chères.

IV

Enfin le dernier avantage que nous offre la coopérative est une habitude de gestion pour ceux qui en seront responsables.

Combien de camarades sont découragés d'avoir à lutter sans cesse en faveur d'une théorie, sans application pratique dans le réel ?

STRUCTURE D'UNE COOPERATIVE

Les diverses branches où peut s'exercer le système coopératif sont trop étendues pour prétendre en circonscrire ici la liste.

Divisons-les, toutefois, en deux grandes classes :

- « Coopératives de production »,
- « Coopératives de distribution ».

Et énumérons rapidement les principaux domaines que peuvent régir les premières :

- Coopératives agricoles,
- Coopératives de pêcheries,
- Coopératives artisanales,
- Coopératives de petite métallurgie,
- Coopératives de transports (qui évolueraient à nos expéditions diverses d'être grevées par les exigences des trusts routiers ou de chemin de fer).

— Coopératives d'imprimerie (permettant aux meilleurs prix l'impression de nos journaux et l'édition de nos livres et brochures).

— Coopératives éducatives (écoles rationalistes dont l'absence est un scandale pour notre mouvement). N'est-il pas étrange de voir les anarchistes se soucier de la désintoxication des adultes, alors qu'ils ne font rien contre l'abrutissement ? En effet, il n'est pas de milieu, et le militant père de famille n'a de choix qu'entre le mensonge religieux (écoles confessionnelles) et le mensonge de l'Etat (écoles laïques). Un pareil état de choses ne doit-il pas prendre fin ?

Ajoutons que, même déficitaire, cette branche peut se poursuivre, grâce au bénéfice des coopératives voisines.

— Coopératives scientifiques (laboratoires chimiques, pharmaceutiques, etc.).

— Coopératives artistiques (expositions picturales, sculpturales, concerts, troupes théâtrales, etc.).

Aujourd'hui les grandes usines, les trusts et les administrations mobilisent la plus grande part du travail, sans pouvoir en absorber toute la demande, puisqu'elle n'empêche pas le chômage ou l'engagement dans l'armée de ceux qui en sont les victimes.

La place grandissante des coopératives renverserait les termes de cet état de fait.

De sollicités l'Etat et le patronat passeraient solliciteurs, les exigences des ouvriers seraient entendues, les revendications syndicales devraient être prises en considération et, comme les maîtres du marché peuvent dire aujourd'hui : « Si cela ne vous convient pas, il y a des chômeurs qui attendent de l'embauche », les travailleurs pourraient dire demain : « Si nos prétentions d'un travail accompli dans des conditions plus humaines et à des taux plus élevés ne sont pas de votre goût, il y a des coopératives en pleine extension qui sont prêtes à nous accueillir ».

CONSEQUENCE DES COOPERATIVES

Parallèlement à la mise en œuvre de ces coopératives de production, il est indispensable, pour leur permettre un débouché, d'instaurer des coopératives de distribution.

Celles-ci, sur le plan local, seraient d'un apport inestimable pour les groupes, leur permettant, à la faveur de la vente des produits ménagers et des denrées alimentaires, de diffuser les idées qui nous sont chères, grâce au contact que nous aurions avec le public.

En un mot la réalisation d'une telle œuvre n'est ni plus ni moins qu'une mobilisation générale volontaire pour la mise en pratique des idées que nous savons justes et réalisables.

Alors qu'aujourd'hui le militant donne quelques rares heures de sa vie à la cause, et tout le reste de son temps et de son activité au soutien d'un monde qu'il prétend mettre à mal, la coopérative lui permet de donner toute sa vie, selon ses goûts et ses aptitudes, au triomphe de son idéal.

Certes, il n'est pas à se leurrer quant à la réalisation d'une telle œuvre, et nous savons tous ce qu'elle réclame de temps et d'efforts avant de parvenir à son épanouissement.

Cependant elle apparaît comme le procédé le plus rapide et le plus pratique pour implanter nos idées par le fait. Il suffit pour qu'elle se réalise que des initiatives, même minimes, se manifestent ici et là et se fédèrent.

Mais regardons plus loin dans l'avenir pour considérer où peuvent nous conduire ces modestes tentatives.

Le fait de pouvoir fournir au public les produits à meilleur compte nous entraîne à multiplier nos coopératives de production (pour répondre à la demande) et, de la sorte, nous pouvons prévoir dans un avenir plus ou moins lointain d'avoir totalement en main la gestion de l'activité sociale et de satisfaire totalement aux besoins d'un pays.

Nous pouvons prévoir la désertion des usines de guerre, des administrations d'Etat, des polices et des armées, notre richesse s'établissant sur la prospérité, dont le monde actuel ne tire que des raisons de crises, de chômage et de misère.

Mais sans aller jusqu'à ce terme, qui serait l'aboutissement du coopérativisme, il apporterait dans l'immédiat un indéniable bienfait.

Toute notre société est basée sur la loi de l'offre et de la demande, défavorisant ceux qui sollicitent et avantageant ceux qui sont sollicités.

Deux objections fondamentales (et contradictoires) nous sont faites.

La première est l'embourgeoisement où risquent de tomber les gérants de ces coopératives devenus des commerçants par la force des choses.

Ce n'est guère faire d'honneur à nos camarades que de leur prêter de pareils sentiments. Sont-ils des commerçants, les trésoriers de nos groupes ? Et nos garanties étant prises pour qu'un contrôle fraternel et normal s'exerce sur la gestion des coopératives, qu'avons-nous à craindre de ce côté ?

La seconde objection, moins optimiste quant à nos possibilités de développement, nous oppose que trop d'inégalités nous séparent des grands trusts contre lesquels nous prétendons lutter et que nous serons irrémédiablement broyés par eux.

Si les grandes entreprises privées ou d'Etat disposent de moyens bien supérieurs aux nôtres, elles sont en revanche



Coopérative de Maurausan (Hérault), 1905 : l'édification de ce superbe immeuble a marqué une étape glorieuse dans l'histoire de la coopération agricole d'avant-garde.

COOPERATIVE ET REVOLUTION

Est-ce à dire que la coopérative peut nous faire faire l'économie d'une révolution ?

Répondons simplement qu'elle permet et favorise celle-ci.

D'abord par l'esprit révolutionnaire qui l'anime, par les sympathies extérieures qu'elle nous apporte (indiquées plus haut).

Ensuite par sa structure fédéraliste, démonstration vivante du monde que nous prônons.

Enfin parce qu'elle nous évite la surprise d'une révolution et des charges économiques qui incombent à ceux qui y participent.

Il est évident que le soulèvement social à la suite duquel nul n'aura à pâtir, qui continuera à produire, fabriquer, transporter, distribuer, donnera 99 % de chances à cette révolution d'être rapide, favorisée et triomphante.

grevées de frais généraux (services administratifs) et subissent des charges financières : actions, emprunts, etc.

De ce fait s'il y a inégalité, c'est en notre faveur en fin de compte qu'elle se traduit.

Ajoutons que nous bénéficions des lois sur les coopératives qui nous exemptent de certains impôts dont les autres entreprises sont frappées.

Rappelons enfin que nous possédons le véritable capital : le travail, alors que la richesse financière se trouvera impuissante et faible lorsqu'elle ne disposera plus de la complaisance serve des travailleurs.

Les coopératives peuvent être un large moyen de cette émancipation, elles peuvent se développer sous la double condition que nous ayons pour la faire vivre probité et compétences.

Maurice LAISANT.

BELGIQUE

Dans le Hainaut. - L'Association Hainaut-F.A. - tel est le nom du groupe formé par quelques militants, de tempérament individualiste ou collectiviste, qui se sont librement associés pour substituer la conception « changer l'individu », à cette conception « changer le monde » qui caractérise tant de révolutionnaires à faux-nez. La lutte pour la défense de l'individu contre tout système lui apparaît primordiale, défense qui s'avère efficace contre tous les slogans issus des bureaux des professionnels de la Révolution. A la suite de l'excellente conférence donnée à Mons, en décembre dernier, par notre camarade Maurice Laisant (de la F.A.F.), et de plusieurs réunions et de plusieurs réunions qui se proposent diverses réalisations. Nous commencerons dans quelque temps l'édition de textes libertaires (très en stencils en raison de nos modestes moyens) que nous mettrons à la disposition des copains, pour un prix modique : cette parution sera conditionnée par les entrées d'argent et par notre temps disponible. Nous enverrons à la librairie Publico un certain nombre d'exemplaires pour toucher un plus large public. Nous faisons appel pour recevoir — gratuitement si possible — les publications libertaires, journaux, revues et brochures, car nous crèrions prochainement une bibliothèque. Je me tiendrai à la disposition de tous ceux qui désirent entretenir avec nous un dialogue profitable à l'essor de la pensée anarchiste.

Alain DUVEAU.

BANGLADESH

Malgré le triomphe absolu de la Ligue AWAMI (Ligue du peuple), ce mercredi 7 mars du cheik Mujibur Rahman au Bangladesh, les observateurs s'accordent pour écrire que « le libérateur » n'aura pas trop de son prestige pour faire face aux nombreux problèmes qui se posent à son pays, ravagé par une guerre que les Grands ont savamment entretenue. Nous n'aurons pas la cruauté d'insister sur les responsabilités partagées par les fameuses grandes puissances ou les moyennes dans ce génocide genre Biafra - Vietnam. En tout état de cause, l'économie bengali est toujours dans une position intenable : situation alimentaire désastreuse tandis que les dirigeants vivent, eux, dans le luxe.

Le choléra, ce fléau moyenâgeux des pays misérables, fait des ravages dans le golfe du Bengale puisés des millions d'enfants sous-alimentés sont menacés de cédez. La conscience mondiale devrait se

révolter et empêcher l'irréparable pour pouvoir voler au secours des affamés. Nous comprenons l'écoeurement de notre ami Bernard Clavel lorsqu'il revint de Bombay en Europe. Décidément, « il y a quelque chose de pourri... dans d'autres royaumes que le Danemark ».

Au lieu de parler solidarité humaine ou entraide des travailleurs et des exploités, on nous clame des slogans : « Indépendance nationale », « Etats souverains », « guerre sociale », qui ne suffisent plus à mettre en branle les paysans sans terre ou les chômeurs de plus en plus nombreux.

Pour tenter de résoudre les problèmes sociaux bengalis, point n'est besoin des satellites des impérialismes rivaux d'autant plus qu'une démographie galopante envenime une misère déjà tragique parce qu'à l'état endémique.

ANARCHISTES EN U.R.S.S.

Au récent congrès annuel des prisonniers sionistes (une organisation d'Hébreux russes en Israël) qui s'est tenu dans une localité voisine de Tel-Aviv, à côté des habitués discours dont l'apparence n'est pas carrément anticommuniste, des leaders de l'Etat d'Israël et du mouvement sioniste, s'est élevée une voix polémique.

Contre la politique autoritaire et réactionnaire du « boycottage » des Etats en fonction antisoviétiques, une ex-prisonnière en Russie, Mme Tevge Weinberger, a indiqué comme unique méthode de lutte valable l'action directe à l'intérieur de la Russie ; naturellement sa proposition a été définie provocatrice par les bureaucrates sionistes qui ont tenté de la faire taire.

Interrogée par un journaliste, Mme Weinberger a répété avoir appris la méthode de l'action directe dans les camps de l'URSS, par les anarchistes.

Les prisonniers anarchistes en Russie — a-t-elle dit textuellement — se réunissent et luttent pour affirmer leurs idées, pour changer le système. Ils ne réussiront jamais à obtenir ce pour quoi ils luttent, mais pour nous qui voulons seulement échapper à ce système, le succès est possible... J'ai trouvé, dans les camps de concentration, trotskistes, socialistes et anarchistes. Je me souviens de façon singulière, dans un camp, d'un groupe de femmes anarchistes de tous âges, jeunes étudiantes, et grand-mères qui étaient reléguées là déjà avant Staline...

Cette dernière affirmation est presque incroyable : il semble incroyable que des êtres humains

puissent survivre après être restés plus de cinquante ans dans les camps de captivité soviétiques.

Il reste, de toute façon, cette confirmation ultérieure que l'anarchisme est toujours vivace dans la terre de Bakouine et de Kropotkine, si des jeunes anarchistes sont encore incarcérés. Malgré les tragiques massacres dont il a été victime, le mouvement anarchiste russe continue à vivre et surtout à lutter dans la clandestinité imposée par la dictature rouge.

Les informations considérées sont insuffisantes et fragmentaires (voir « Une radio émettrice anarchiste en Russie » sur A n° 1), mais elles confirment que le chiendent de l'anarchisme ne peut même pas être extirpé de l'Etat le plus tyrannique et de la police la plus puissante.

Traduit par Jean-Louis LAREDO du n° 18 de février de A, revue anarchiste d'expression italienne.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Tübingen — Il y a quelques années on comptait à Tübingen un assez grand nombre d'anarchistes : puis certains ont quitté la ville, d'autres ont cessé de militer et il n'était resté qu'un noyau de camarades qui vient de se grossir d'éléments nouveaux et qui participent à diverses activités. Plusieurs de nos camarades, des apprentis, travaillent dans le « centre de jeunesse » autogéré qui a été fondé grâce à l'action directe des jeunes. Depuis des années fonctionnait l'ancien centre dans un local (la Schwabenhaus) que la municipalité projetait de mettre à terre, sans d'ailleurs prévoir un local de remplacement. L'incendie de la Schwabenhaus rendit nécessaire l'action directe des jeunes qui, à la fin de juin dernier, occupèrent une maison vide appartenant à la Caisse d'Épargne.

Intervention de la police, menaces d'expulsion violente, et finalement après de durs pourparlers le local fut mis à la disposition des jeunes. Ce qui montre, une fois de plus, que l'action directe est payante ! Ce centre a été baptisé « Maison Richard Epple », du nom d'un apprenti mécanicien abattu par la police.

D'autres camarades travaillent à l'université dans un groupe anti-autoritaire d'étudiants, le « Centre Socialiste ». D'autres enfin, dans les syndicats, font de la propagande auprès des travailleurs organisés.

Des groupes d'initiatives sont constitués parmi la population et nos camarades apportent leur appui à l'action de solidarité en faveur des

emprisonnés. Les camarades de Tübingen sont aussi en contact avec les autres groupes de la région sud-ouest de l'Allemagne Fédérale.

Hamburg — La revue MAD a publié plusieurs numéros consacrés à diverses questions théoriques et a mis à la disposition des camarades un matériel de documentation sérieux. Elle se transforme en un organe qui sera à la fois théorique et pratique, ouvert à tous, et qui ne sera plus l'œuvre d'un seul groupe. MAD va donc renaitre sous le titre de « Révolte » et nous aurons l'occasion de reparler de l'œuvre de nos camarades.

L'avenir du S.P.D. — En avril va se tenir à Hanovre le congrès du parti social-démocrate. Remettra-t-il en cause le programme de Godesborg, qui mettait au rancart le marxisme et qui faisait du S.P.D. un parti démocratique des classes moyennes ? Des discussions idéologiques se déroulent au sujet de la démarcation à établir entre social-démocratie et communisme. Sous l'influence grandissante des jeunes socialistes (Jusos), — et en particulier à Munich — se manifeste une orientation, sinon vers des actions communes avec les communistes, du moins vers l'acceptation d'une participation communiste aux actions engagées par le SPD. Certes il ne s'agit pas d'avalliser le communisme de style russe, mais un communisme édulcoré ; aussi bien les propos de Brejnev ne tendent-ils pas vers un « communisme démocratique » ? Les plus hautes instances du S.P.D. croient au maintien du programme de Godesborg, mais il faut compter que la tendance Jusos disposera d'environ 40 % des délégués au congrès du parti.

Le S.P.D. arrivera-t-il en 1976 à conquérir la majorité absolue au Bundestag ? Dans ce cas l'appui du parti libéral F.D.P. serait inutile et l'économie libérale risquerait de recevoir un coup mortel. Aussi les industriels allemands renoncent à financer le C.D.U.-C.S.U. qui s'était révélé un bien mauvais cheval et soutiennent actuellement le F.D.P. qu'ils estiment capable de freiner le S.P.D.

A signaler enfin que la conquête des Comités d'Étudiants (ASTA) par l'extrême-gauche plus ou moins marxiste-léniniste continue. A Brême la totalité des élus appartient à de telles listes ; et à l'Université Christian-Albert de Kiel elles ont obtenu la majorité.

HOLLANDE

En Guyane hollandaise — La Guyane hollandaise (ou Suriname) est située entre les Guyanes fran-

çaises et anglaises, touche au Sud du Brésil et à 300 km de côtes sur l'Atlantique. Peuplée de moins de 250.000 habitants elle n'a avec la reine de Hollande que des liens formels. Les ressources sont la canne à sucre, le riz, le café et, au point de vue minier, l'or et la bauxite. Sur la situation intérieure de ce pays voici ce que nous écrit le camarade Bervoets (de la Fédération socialiste libertaire néerlandaise) : Le Suriname est dans une situation pré-révolutionnaire. Il y a eu une grève quasi générale en Suriname et dans la capitale Paramaribo des heurts entre la police et les ouvriers de toutes catégories. Les syndicats sont sous une influence marxiste-léniniste et l'inspiration vient d'Allemagne et de Fidel Castro. Bien que cela soit loin d'être la solution idéale, cela crée des perspectives pour le mouvement révolutionnaire en Hollande et pour la lutte antimilitariste. En effet, au moment où prend fin la guerre du Vietnam, voici la Hollande confrontée avec des problèmes analogues et le gouvernement chargera-t-il les soldats néerlandais de la répression ?

La population est un amalgame compliqué : une minorité d'Indiens, des créoles (les nègres importés comme esclaves au cours des 17 et 18^e siècles et qui se sont adaptés à la vie urbaine et à la vie ouvrière) des « nègres des forêts » (esclaves fugitifs au 19^e siècle et ayant repris une vie de tribu), enfin des Javanais et des Hindous (immigrés depuis 1900 et formant une petite bourgeoisie commerçante). Maintenant, ce sont surtout les créoles, ouvriers dans les usines et les plantations, chômeurs ou vivant de salaires misérables, qui ont pris conscience de leur situation et qui se révoltent. C'est leur seconde révolte : la première a renversé le pouvoir absolu de Pengl (un créole lui-même) et l'a remplacé par un gouvernement hindou. Les hindous prétendent maintenant que c'est une guerre de races qui a éclaté et veulent maintenant le pouvoir. La plupart des policiers sont hindous et les syndicats ouvriers ont des bureaucraties qui se prêtent à la manipulation gouvernementale. La gauche-marxiste-léniniste a de l'influence et voudrait exploiter le succès dans la rue pour obtenir, par le canal des élections parlementaires, des améliorations sociales. Cela peut menacer les intérêts des entreprises américaines et hollandaises (dans la canne à sucre et la bauxite) et amener une intervention militaire à moins que la Hollande n'ait pas envie de se mêler d'affaires intérieures au Suriname. Mais que fera le Brésil ? Nous tiendrons les camarades au courant du développement de la situation en Suriname.

INEPTIE DE L'EXPANSION ET SERVITUDE DES CADRES par L. Segéral

Dans une société capitaliste où la seule loi est la fabrication de l'argent avec l'argent, la tendance irrésistible est la suivante : produire le maximum de marchandises au prix le plus bas pour en tirer le maximum de profit. D'où, devant cet impératif, le renversement des valeurs initiales et des aspirations humaines chaque jour écartées davantage au bénéfice d'une expansion présentée comme nécessaire et surtout inévitable. Cette nécessité entre autre est affirmée dans les récents discours du valet du capitalisme qu'est Edgar Faure. Et Harold S. Geneen, patron de l'International Telegraph and Telephone déclare : « la finalité d'une entreprise ne peut être que de se développer toujours davantage ».

Au sein de l'entreprise capitaliste (et il n'est pas question de faire une différence quelconque entre le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat), les seuls impératifs pris en ligne de compte sont les impératifs économiques. Et ceux-ci établis en fonction de la recherche prioritaire du rendement maximum, et uniquement en fonction de la recherche prioritaire du rendement maximum, et uniquement en fonction de cette recherche. Le bien-être des travailleurs étant absolument négligé, sauf si, bien sûr, il intervient dans ce rendement maximum.

Le raisonnement dont on se sert, (et dont se sert l'Edgar cité plus

haut), pour justifier l'expansion est le suivant : chacun désirant bénéficier des fruits de son travail il faut donc augmenter ceux-ci, et cela seul le la croissance le permet. Mais hélas ce raisonnement oublie de tenir compte de deux choses. D'une part cette croissance est toujours obtenue par l'accélération des cadences et l'exploitation concrète plus importante de la force de travail. D'autre part il n'y a pas dans la réalité de partage des bénéfices supplémentaires, ce partage donnant des parts sensiblement égales au capital et au travail pour un nombre de bénéficiaires, dans les deux cas, absolument disproportionné.

Et la finalité de la croissance, en définitive, n'est que celle : **brasser le plus d'affaires possibles.**

Pour imposer ces mécanismes financiers on lance, dans une campagne psychologique, des arguments du genre : « l'existence est une lutte », « dans tout groupement humain il y a ceux qui dirigent et ceux qui obéissent ». Justifiant ainsi le fait que les entreprises ne peuvent croître qu'en se combattant furieusement, et les travailleurs « grimper » dans l'échelle sociale qu'en élargissant leurs semblables (2).

Alors, expansion ? pas expansion ? Et le problème qui se pose est le suivant : ou continuer l'augmentation des salaires (l'amortissement de cette augmentation étant bien sur

prévu bien avant que l'augmentation soit donnée), ou aménager les conditions de travail au bénéfice du bien-être des travailleurs. Et aussi curieux que cela puisse paraître, seule la CGT continue à aiguiller toutes les grèves dans le seul sens qu'elle même comprend dans son mépris de la classe ouvrière (et je pèse mes mots pour mépris) : l'augmentation de salaire, alors que de plus en plus la lutte s'oriente dans le sens du respect de la personne humaine et de la dignité de l'emploi.

Mais les dirigeants de notre économie actuelle, uniquement soucieux de croissance et de pouvoir, ne peuvent prétendre ni à la justice ni à la fraternité. Et la Nation se trouve coupée en deux groupes d'individus d'importance démesurée : la couche supérieure de la population qui détient le pouvoir et la couche inférieure, c'est-à-dire le reste. Soit en plus simpliste : gouvernants et gouvernés.

Cette situation, d'après Hartung, amène trois questions :

1^o) Les gouvernés peuvent-ils devenir gouvernants ? En apparence la direction et l'orientation d'une entreprise sont fournies par un ensemble de techniciens (ingénieurs, savants, comptables, etc...) Dans la réalité ils ne sont qu'un rouage, et doivent soumettre leur avis au tenant du capital pratiquement toujours inférieur à eux dans leur do-

maine propre. Mais c'est toujours ce tenant du capital qui tranche et qui prend les ultimes décisions ne correspondant pas nécessairement aux solutions rationnelles. Proudhon dans « De la création de l'ordre dans l'humanité » (3), a tranché exactement le problème en déclarant que dans le cas de mévente de surproduction, de chômage, de crise économique, c'est TOUJOURS la mauvaise gestion du tenant du capital qui en est la cause. Mais le fait est là, et la carrière d'un technocrate dépend principalement de sa facilité à se plier aux exigences de la ligne de conduite de sa direction, c'est-à-dire de son obéissance. Et de toutes façons les technocrates appelés à donner leur avis sont toujours en très petit nombre, l'avis de tous les autres n'intervenant rigoureusement en rien.

2^o) Les dirigés peuvent-ils devenir dirigeants ? Le passage théoriquement est libre. Mais dans la réalité seul le capital est juge de ce passage. Et ce choix n'est pas spécialement guidé par la compétence ou la qualification humaine. Il dépend surtout de l'acceptation idéologique du système. En France, par exemple, c'est une évidence qu'il y a collation entre l'aristocratie, la bourgeoisie d'affaire et le personnel politique. Il n'est que prendre le cas Pompidou, employé Rotschild (et quel employé, allant jusqu'à faire le clown, déguisé avec un bur-

neus et une chéchia, pour l'amusement de ses patrons lors d'un bal) avant d'être poussé par la haute finance aux hautes postes politiques (poussé ou imposé).

3^o) Les employés sont-ils proches des employeurs ? Non. Il y a un abîme entre les deux. Il est savamment creusé et entretenu pour marquer la différence entre employés et employeurs, le pouvoir capitaliste n'étant en rien le résultat d'une quelconque valeur humaine. Tout un cinéma entoure le grand patronat : secrétariat particulier, taille et ameublement des bureaux, confidences distillées, secrets souvent de polichinel, repas appelés d'affaires, etc... Il y a également les voies différentes d'instruction, cours d'écoles de Jésuites par rapport aux écoles techniques par exemple, sans parler des hautes écoles pratiquement réservées à la classe possédante.

Et ceci à tous les niveaux des dirigés, même dans le cas des cadres supérieurs. Ils jouissent d'une certaine autonomie et de la possibilité de prendre des initiatives. Mais ils auront d'autant plus d'action sur les problèmes techniques que la puissance financière gardera pour elle les grands engagements politiques et les nominations importantes. Ils ne sont ni prolétaires, ni dirigeants. Mais, c'est là qu'on rejoint ce qui a déjà été dit dans le

(Suite page 15)

Pour être féconds et durables, ces rapports devront reposer sur les bases d'une tolérance mutuelle, facilitée par une identité de doctrine sur tous les plans, et une compréhension exacte des tâches qui incombent aux deux mouvements.

Ces tâches sont suffisamment définies par le présent rapport pour ne pas prêter à confusion et à chevauchement.

Mais ces rapports ne peuvent s'établir qu'à deux conditions :

- 1° L'unité de doctrine des anarchistes dans chaque pays;
- 2° L'unification, également dans chaque pays, des groupements anarchistes, sur le plan de la doctrine unique de l'anarchisme révolutionnaire.

Conclusions générales.

Quels que soient les désirs du Congrès et ceux de l'A.I.T. de réaliser pratiquement ces rapports, ils ne pourront y parvenir, comme l'exigent les événements, si ces deux conditions n'étaient pas remplies préalablement par les mouvements anarchistes dans chaque pays.

Il eût été infiniment préférable, et aussi conforme à nos principes connus qui sont ceux du fédéralisme, que cette unité de doctrine et cette unification de forces anarchistes fussent réalisées avant la tenue du Congrès qui doit donner naissance à l'Internationale Anarchiste.

Au nom des anarcho-syndicalistes qui ont atteint ce double but par la constitution de l'actuelle A.I.T., depuis 1922, je demande instamment à tous nos camarades anarchistes révolutionnaires de nous suivre dans cette voie.

S'ils acceptent tous, l'Internationale qui sortira de ce Congrès méritera le titre qu'ils lui donneront certainement et qui ne peut être que : L'Internationale Anarchiste Révolutionnaire — et j'y insiste — ils atteindront ce but sans difficulté.

Il suffit, mais il faut, qu'ils acceptent tous de rompre définitivement avec les forces prétendues démocratiques tant politiques que syndicales; qu'ils affirment que l'anarchisme révolutionnaire, par ses buts, ses moyens d'action, sa doctrine, n'a rien et ne peut rien avoir de commun avec ces forces dites « démocratiques » qui sont, dans tous les pays, les meilleurs serviteurs du capitalisme.

Si, poussant ce geste jusqu'à sa limite, le mouvement anarchiste révolutionnaire rompt également avec toutes les dissidences des partis politiques autoritaires qui, comme leurs partis originels, n'ont qu'un désir : prendre ou reprendre le pouvoir, le mouvement anarchiste révolutionnaire et le mouvement anarcho-syndicaliste pourront marcher sans crainte et de pair vers leur but commun : la transformation sociale révolutionnaire par l'établissement du communisme libertaire, étape nécessaire du communisme libre.

Secrétaire général de l'A.I.T.
Pierre BESNARD,

L'ANARCHO-SYNDICALISME
ET
L'ANARCHISME

RAPPORT DE PIERRE BESNARD

Secrétaire de l'A.I.T.

au Congrès Anarchiste International

de 1937

Préface

Quand, il y a un demi-siècle environ, les anarchistes russes avaient, les premiers, levé l'étendard de l'anarcho-syndicalisme, ce mot fut reçu assez fraîchement par le mouvement anarchiste. Et en 1917, au lendemain de la chute du tsarisme, qui fut aussi la veille de la Révolution d'Octobre, les anarchistes communistes furent excessivement réservés, voire hostiles, à cette nouvelle formation anarchiste.

L'anarcho-syndicalisme n'est pas une doctrine. C'est la conjonction d'une doctrine déterminée et d'une tactique syndicale également déterminée.

Le syndicalisme révolutionnaire, tel que nous le connaissons en France, avait

avec son ouvrir idéologiquement, au siège du groupement, n'a, en fait, aucun intérêt de classe commun avec lui, dès que les deux se retrouvent à l'instar, à l'heure, à l'heure, etc. Dans la vie réelle ils sont et restent : l'un un patron, l'autre un ouvrier avec tous les avantages, les moyens et les puissances, les moyens qu'il délient — et peut, seul, faire son nombre, de détruire le capitalisme et de réaliser le communisme libre.

La substitution de la notion de classe à la notion de parti fait de l'anarcho-syndicalisme une notion pour les travailleurs, obligés de défendre leurs conditions de vie, de préparer leur attachement économique et social.

Le mouvement anarcho-syndicaliste permet de conjurer l'action pour la lutte revendicative quotidienne et les aspirations les plus hautes des travailleurs.

Il réalise l'union de ceux-ci sur le double plan des intérêts matériels et moraux, immédiats et futurs.

Il réalise l'union de ceux-ci sur le double plan des intérêts matériels et moraux, immédiats et futurs.

Il fait surgir de la communauté des intérêts l'identité des buts et, par voie de conséquence logique et naturelle, la concordance des doctrines.

L'anarcho-syndicalisme, comme toute doctrine sociale, est essentiellement expérimental.

La preuve est faite aujourd'hui, en Espagne, que sa doctrine, consacrée et confirmée par les faits, est immédiatement réalisable.

Expérimental ? Il l'est comme tous les mouvements sociaux et toutes les sciences.

En pratique comme en physique, en chimie, en mécanique, l'idée part du fait pour revenir au fait.

Toutefois, le fait précède l'idée et crée la doctrine, la philosophie, la doctrine, l'idée, le désir de recherches nouvelles pour arriver au but sont les conséquences de phénomènes constatés, qui donnent naissance à des lois admises par tous et que l'expérience consacre.

Constatations historiques

Particulièrement, dans le monde moderne ?

1° Que les individus, au sein de leur propre classe, s'unissent de plus en plus sur le plan solide de leurs intérêts ;

2° Que les classes antagonistes cherchent par l'élimination de leurs propres contradictions à réaliser leur intérêt général ; les capitalistes par l'instauration du capitalisme d'Etat, dont le fascisme est l'expression la plus caractéristique ; les travailleurs par l'expropriation capitaliste, la suppression du salariat, l'abolition de l'Etat et l'instauration du communisme libertaire ;

3° Que les travailleurs tentent, comme leurs adversaires — après eux, malheureusement — de réaliser l'union et la synthèse de toutes leurs forces, parce qu'ils ont compris, enfin, que les luttes décisives qui se déroulent exigent, à la fois : l'organisation méthodique, la coordination, l'action massive et ordonnée de ces forces ; parce qu'ils ont retenu la leçon des faits et des expériences, qui leur indiquent clairement que l'action doit être préparée, directe, générale et simultanée ;

4° Que les revendications politiques est close ; qu'aucun parti ou groupement de la révolution sociale est, par conséquent, arrivé, à l'heure de la spécification de ses composantes hétérogènes, ne peut par l'opposition des intérêts discordants de ses composantes hétérogènes être une formation de combat révolutionnaire, une organisation de classe ; qu'un parti, se déclarant-il socialiste, communiste ou anarchiste — cela existe — s'il peut être d'accord

L'anarchisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme ont une même finalité.

La Charte de l'A.I.T. a dégagé de toutes ces considérations historiques une conception qui est commune à tous les anarcho-syndicalistes du monde.

La C.N.T., en accord avec la F.A.I., en tient en ce moment même la réhabilitation.

Cette conception n'impose nullement que l'anarcho-syndicalisme antichrétien et fédéraliste, ne l'oublions pas — entend et prétend être tout et que rien d'autre ne doit exister à côté de lui.

L'anarcho-syndicalisme estime, au contraire, que les hommes, s'ils ne peuvent se passer de produire, et il n'hésite pas à le proclamer, ont le droit de produire, et il n'hésite pas à le proclamer.

L'homme a et doit avoir d'autres aspirations — et les plus hautes — vers le bien, le beau, le mieux, et cela, dans tous les domaines où il a accès avec ses facultés ; que des organismes administratifs et sociaux adéquats à toutes les nécessités d'une vie pleine, entière, et totale, fonctionnant avec le concours éclairé et sous le contrôle vigilant, constant et permanent de tous.

Il admet indubitablement que les individus ont le droit — mieux, le devoir — de s'administrer eux-mêmes. Il les y invite tout formellement.

De même, il souhaite ardemment que les communes se fédèrent régionalement, puis nationalement, puis internationalement et leurs C.G.T., internationalement, comme les syndicats et leurs C.G.T.,

Il est même convaincu que c'est indispensable et il est prêt à faire ses efforts et ceux de ses syndicats, confédérés et associés pour réaliser que tels, des communes fédérées, confédérées et associées pour réaliser de la véritable communisme libertaire, qui ne peut être que l'œuvre de l'anarchisme.

Je l'ai d'ailleurs expressément déclaré dans ses livres. Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale et le Monde nouveau.

L'accord sur la finalité du communisme libertaire, entre les anarcho-syndicalistes et les anarcho-communistes, est forcément complet, permanent et absolu.

Il est donc clair et évident que la place des travailleurs, des exploités de toutes sortes, dont l'anarcho-communisme est l'idéal, ne peut être que dans les syndicats anarcho-syndicalistes et non ailleurs.

Leur doctrine leur en fait un devoir impératif, précis et inébranlable. C'est d'ailleurs le meilleur moyen pratique de réaliser concrètement l'unité d'action si nécessaire au mouvement anarchiste révolutionnaire.

moderne.

la guerre, fut créé, pour ainsi dire, et développé par des militants anarchistes, par Pelloutier, par Griffuelhes, par Pouget. Mais dès son avènement, ses créateurs et propagandistes, ses militants voulurent entourer ce mouvement d'une muraille de neutralisme absolu à l'égard de toute idéologie politique ou philosophique. Rappelons-nous les termes de la Charte d'Amiens...

Mais la lutte de classes ne peut avoir de valeur positive que si elle est constructive dans ses aspirations. Il fallait donc donner à cette lutte un programme minimum de revendications partielles du présent.

L'anarcho-syndicalisme est précisément né de cette nécessité, que les anarchistes ont fini par comprendre, d'ajouter au programme du jour un programme social qui engloberait toute la vie économique et sociale d'un peuple.

La Grande Guerre balaya la Charte du neutralisme syndical. Et la scission au sein de la Première Internationale entre Marx et Bakounine eut son écho — à la distance de presque un demi-siècle — dans la scission historiquement inévitable au sein du mouvement ouvrier international d'après-guerre.

Contre la politique de l'asservissement du mouvement ouvrier aux exigences de partis politiques dénommés « ouvriers », un nouveau mouvement, basé sur l'action directe des masses, en dehors et contre tous les partis politiques, surgissait des cendres encore fumantes de la guerre de 1914-1918. L'anarcho-syndicalisme réalisait la seule conjonction de forces et d'éléments capable de garantir à la classe ouvrière et paysanne sa complète indépendance et son droit inélectable à l'initiative révolutionnaire dans toutes les manifestations d'une lutte sans merci contre le Capitalisme et l'Etat, et d'une réédification, sur les ruines des régimes déchus, d'une vie sociale libertaire.

L'anarcho-syndicalisme complète donc l'anarchisme communiste. Ce dernier souffrait d'une lacune considérable qui paralysait toute sa propagande : son détachement des masses ouvrières. Pour y infiltrer les principes libertaires, et pour donner à ceux-ci des possibilités de réalisation concrètes, il avait fallu organiser des syndicats et y étayer le syndicalisme sur des bases libertaires et anti-étatiques.

C'est ce qu'a fait, c'est ce que continue à faire l'anarcho-syndicalisme.

Maintenant que l'anarcho-syndicalisme existe comme force organisatrice de la révolution sociale sur des bases communistes libertaires, les anarchistes communistes se doivent d'être, pour l'organisation de la révolution, des anarcho-syndicalistes, et chaque anarchiste syndicaliste doit être membre de la Confédération du Travail anarcho-syndicaliste.

Organisés, en dehors des syndicats, dans leurs fédérations idéologiques (ou « spécifiques », si l'on s'en tient à la terminologie de nos camarades espagnols), les anarchistes restent le ferment toujours en jeu de l'anarcho-syndicalisme. Mais il ne faut pas que la direction idéologique, qui implique que les « réalisateurs » sont imprégnés de l'idéal des « propagandistes », se mue en direction effective. Jusqu'ici, et surtout après la guerre, les mouvements syndicaux, nationaux ou internationaux, s'étaient toujours trouvés à la remorque d'un quelconque parti « national » ou « international ». Il ne faut pas que l'anarcho-syndicalisme, qui représente aujourd'hui le mouvement syndicaliste révolutionnaire d'action directe et de reconstruction libertaire, vienne, en imitant le reste du mouvement ouvrier, à se trouver, lui aussi, à la remorque d'une organisation « spécifique » quelconque — nationale ou internationale. L'erreur serait aussi irrévocablement fatale qu'elle l'a été pour le mouvement syndical à tendance réformiste ou dictatorial.

La Fédération Anarchiste appuie la Confédération Anarcho-Syndicaliste dans son œuvre de lutte de classe et de reconstruction révolutionnaire. Elle ne doit en prendre ni l'initiative ni la direction.

Une Internationale Anarchiste ne peut, sur le terrain international, qu'être le miroir des Fédérations Anarchistes nationales. Elle sera le rempart de l'A.I.T., mais ne devra pas devenir son commandant-en-chef.

Tels sont les problèmes que l'anarcho-syndicalisme place devant le mouvement anarchiste et que Pierre Besnard traite dans son Rapport. Leur solution logique ne dépendra que d'une juste compréhension du passé, du présent et de l'avenir du mouvement anarchiste, de ses erreurs d'hier et des risques que le lendemain comporte.

30-V-1937. A. SCHAPIRO.

3° Que le mouvement anarcho-communiste doit s'intéresser surtout aux tâches de propagande et d'éducation; d'étude et de vulgarisation sociale; 4° Que le meilleur contact permanent qui puisse être réalisé le sera, comme en Espagne, par l'adhésion sans restriction de tous les anarcho-communistes, dans tous les pays, aux syndicats anarcho-syndicalistes, chargés de la préparation et de l'exécution de l'action, seuls capables de mener celle-ci à bonne fin, avec des effectifs et des moyens suffisants; que la doctrine expérimentale de l'anarcho-syndicalisme, qui est celle de l'anarchisme lui-même, est assez solide et ferme pour ne pas risquer aucune atteinte, atténuation ou déviation.

5° Que l'anarcho-communisme, véritable figure du socialisme, est né de la carence totale de tous les partis politiques; que l'anarcho-syndicalisme, forme moderne et active de ce mouvement, issu lui-même de l'anarchisme, remplit présentement toutes les tâches positives de l'anarcho-communisme et prépare les voies du communisme libertaire dont il sera le principal agent de réalisation; que les tâches de l'anarcho-communisme — comme celles de l'anarcho-syndicalisme — s'épuiseront dans la période post-révolutionnaire quand les hommes, par leur évolution et le développement de leurs facultés de compréhension, seront capables d'accéder au communisme libre, finalité de l'anarchie.

En résumé, l'anarcho-syndicalisme est la force nécessaire de lutte, dans le régime actuel, de l'agent de réalisation économique du communisme libertaire, dans la période post-révolutionnaire.

L'anarchisme aide le mouvement anarcho-syndicaliste, sans se substituer à lui.

L'activité de ses militants se confond, dans les syndicats, avec celle des militants anarcho-syndicalistes.

Les deux mouvements se doivent donc une aide mutuelle et permanente.

Et, plus tard, dans la paix, la concorde et l'harmonie, l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, confondus dans un même mouvement, poursuivront la réalisation du communisme libre, but suprême de l'anarchie.

La tâche la plus urgente de l'anarcho-syndicalisme est aujourd'hui d'organiser dans son sein les travailleurs en vue de la lutte décisive contre le capitalisme; de préparer techniquement cette lutte, d'opérer la synthèse des forces de la production pour la construction révolutionnaire de l'ordre communiste libertaire; et, demain, de l'organisation économique, et cela, jusqu'à l'instauration du communisme libre; de défendre, enfin, la révolution.

Celle de l'anarchisme révolutionnaire consiste à aider de toutes ses forces à leur accomplissement par tous les moyens dont il dispose.

Rapports de l'Anarchisme et de l'Anarcho-Syndicalisme

De toute évidence, des rapports doivent exister entre l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, tant sur le plan national qu'international. L'A.I.T. a, d'ailleurs, prévu cette éventualité dès son Congrès constitutif.

Ces rapports doivent être basés sur l'indépendance et l'autonomie réciproque des deux mouvements et demeurer sur le plan de la plus parfaite égalité.

En dehors de la copénétration des deux mouvements, par l'action de leurs militants, il est souhaitable que dans chaque localité, chaque région, chaque pays, des contacts s'établissent entre les organisations anarchistes et anarcho-syndicalistes.

- 2 -

- 7 -

3 -

6 -

4 -

5 -

5 -

4 -

6 -

3 -

7 -

2 -

8 -

1 -

9 -

0 -

10 -

9 -

11 -

8 -

12 -

7 -

13 -

6 -

14 -

5 -

15 -

4 -

16 -

3 -

17 -

2 -

18 -

1 -

19 -

0 -

QUESTION DE REALISME OU L'UN DES DERNIERS ASPECTS DE LA LUTTE DES CLASSES

M. Moissonnier, professeur d'histoire, « travailleur de la pensée », membre du P.C.F., vient de publier un livre qu'il intitule : « La première Internationale et la Commune de Lyon ».

D'entrée, le lecteur est sommé de se plier à cette interprétation historique, à ce que l'auteur appelle « le difficile apprentissage des luttes de classe réelles... ». Ça laisse supposer qu'il y a des luttes de classe irréeselles... Dans ces luttes de classe que vous dites irréeselles, c'est un prolétariat réel qui s'est fait massacrer, Monsieur Moissonnier, pour des raisons que vous voulez ignorer. Des raisons prolétaires dans lesquelles vous ne pouvez vous reconnaître.

Je me limiterai à la critique de votre avertissement qui ressemble à une sommation. Ce texte a l'intérêt d'aller immédiatement à l'essentiel, de résumer la manière studieuse dont Monsieur Moissonnier appréhende la lutte des classes, de l'extérieur.

Voici les points les plus importants : Monsieur Moissonnier écrit que M. Karl Marx était « le fondateur » du socialisme scientifique et qu'il avait un souci, celui de faire l'unité de la théorie et de la pratique dans la lutte. Que ce souci se traduisait, de plus en plus dans sa correspondance, par les expressions suivantes : « lutte réelle » et « mouvement réel ». Qu'il écrivait, le 29 novembre 1871 : « L'histoire de l'Internationale a été une lutte continue du Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui, dans le cadre de l'Internationale, cherchaient à s'affirmer contre le mouvement réel de la classe ouvrière. Cette lutte fut menée dans les négociations privées entre le Conseil général et les différentes sections. » Que le conflit, sur le plan de l'action militante se situait entre le sens du réel, les illusions du spontanéisme et les phantasmes de la « conspiration ».

Première critique dont découlent toutes les suivantes : pourquoi M. Marx était-il soucieux de lier la théorie et la pratique ?

Souci que partagent toujours tous les petits-bourgeois progressistes, particulièrement ceux d'extrême-gauche. Ce souci révèle un fait : ils sont conditionnés, à supposer que ce qu'ils nomment la théorie et la pratique sont les activités différentes et respectables de (l'homme, en général) dans des fonctions différentes : les théoriciens d'une part, et les praticiens d'autre part. Or, cet homme, en général, dont vous supposez l'existence est une abstraction. Non, M. Karl Marx, non M. Moissonnier. Pourquoi depuis 100 ans environ, la conscience déchirée, vous vous heurtez à ce problème... pourquoi, sinon parce que vous voulez lier l'irréconciliable : l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie.

Pourquoi, sinon parce que vous ne voyez pas ce qui nous aveugle.

De par votre culture, de par votre fonction sociale, vous êtes, M. Moissonnier, et par personne interposée, M. Karl Marx, des petits-bourgeois progressistes. Je m'explique.

Ce que vous nommez la théorie, qu'est-ce ? sinon ce que bien des internationalistes, des travailleurs manuels tels que Perrochon, Tollain, Fribourg... appelaient les « travailleurs de la pensée », et ce que vous nommez la pratique, le monde des « travailleurs manuels ». Le peuple se méfiait de ses penseurs révolutionnaires patentés.

Depuis 1789, il avait pu constater que ces idéalistes cautionnaient toujours les principes moraux de la classe dominante. Il avait l'usage de ces hommes, tout pleins de bons sentiments à son égard, mais qui n'exprimaient jamais sa réalité parce que de culture bourgeoise. Toutes les bonnes intentions de Marx ne peuvent masquer le mépris, que dans la pratique quotidienne, il ne peut s'empêcher d'avoir à l'égard de ce prolétariat qui s'occupe de réfléchir. De réfléchir dans un langage qui n'est pas docte, mais toujours attaché à désigner la réalité concrète. C'est vrai, M. Marx, nous sommes des amateurs comme vous l'écriviez, plus haut dans la citation. Amateurs vient du mot : amour et si nous réfléchissons, c'est par amour de notre classe. Pour devenir tous solidaires face à la société bourgeoise.

C'est pour cette raison, qu'en 1865, à la conférence de Londres, les délégués parisiens de l'Internationale des Travailleurs, exprimant des désirs qui dépassaient la section parisienne, revenaient à la charge. L'année précédente, ils avaient déjà évoqué ce problème. Que fallait-il entendre par le mot travailleurs ? Les travailleurs de la pensée devaient-ils être admis ? Tollain, ouvrier ciseleur, s'exprime en ces termes :

« Une chose est de faire partie de l'association, autre chose est, et bien plus délicate, de remplir le rôle de délégué au congrès. Cela demande des garanties supérieures au point de vue de la cause qu'il s'agit de servir. Nous ne haïssons personne, mais dans les conditions présentes nous devons considérer comme des adversaires tous les membres des classes privilégiées, soit au nom du capital, soit au nom d'un diplôme. On a assez longtemps

accusé la classe ouvrière de s'en remettre aux autres de son salut, de compter sur l'Etat... Aujourd'hui, elle veut échapper à ses reproches, elle veut se sauver elle-même sans la protection de personne. Il faut donc que ses délégués n'appartiennent ni aux professions libérales, ni à la caste des capitalistes. L'amendement des ouvriers parisiens fut rejeté par 25 voix contre 20. Ce n'était pas un problème soulevé parmi tant d'autres : ces propos précisaient la conception que le peuple avait de la bourgeoisie.

On ne peut être plus précis. Bien sûr, vous n'avez pas soulevé ce problème. En d'autres termes, c'est ce qu'expliquait Eugène Dupont, le correspondant du Conseil général pour la branche française, que vous citez page 57. Il constatait que la section lyonnaise restait fragile parce que déchirée en deux tendances : les partisans d'une activité essentiellement politique et les adeptes d'une lutte uniquement sociale. Etre politique, c'était... s'en remettre aux autres de son salut. S'en remettre aux travailleurs de la pensée, se soumettre à la conception bourgeoise de la société, divisée entre le monde de la théorie qui projette les idéaux que le monde des travailleurs manuels doit exécuter. Ceux qui étaient les adeptes de la lutte uniquement sociale refusaient cette conception et voulaient... se sauver eux-mêmes, sans la protection de personne ; c'était un aspect relativement récent de la lutte des classes, entre une petite bourgeoisie progressiste et révolutionnaire et le prolétariat.

Petite bourgeoisie qui ne pouvait connaître, ou qui ne voyait pas l'intérêt de reconnaître l'existence d'une appréhension spécifiquement populaire de la lutte des classes, l'existence d'une culture populaire.

Petite bourgeoisie qui ne concevait la lutte des classes que sous la forme d'un prolétariat abstrait (elle supposait que ses aspirations étaient semblables aux siennes), dépossédée par la grande bourgeoisie des moyens de production. Selon elle, le dessein final pour le prolétariat était de posséder les moyens de production. C'était bien limiter la lutte des classes.

Voilà pour l'essentiel. De ces faits découlent les propos suivants de M. Moissonnier : Karl Marx était le fondateur du socialisme scientifique...

Karl Marx n'était pas plus le fondateur du socialisme scientifique que Proudhon n'était le fondateur du socialisme mutualiste. Ils n'étaient que des figures marquantes parce qu'ils exprimaient, qu'ils synthétisaient la manière fondamentale dont leur groupe social respectif avait appréhendé les conflits sociaux, bien avant eux. La conception que M. Moissonnier a du rôle de Marx est celle qu'il a du rôle des intellectuels en général. Elle implique ceci : il trouve normal, parce qu'il n'en est pas victime, la séparation des pouvoirs que notre société entretient par son enseignement scolaire.

Ce n'est pas par hasard s'il existe deux formes principales d'enseignement : l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire et supérieur.

Le primaire apprend la soumission à la morale bourgeoise, la valeur sûre, celle qui entretiendra son élève dans l'état d'infériorité nécessaire à son exploitation, à sa manipulation. Il apprendra aussi l'instruction civique, ou comment devenir et demeurer un parfait citoyen, de ceux que l'on peut conformer, imposer, embrigader, codifier, juger, condamner et exécuter. Il apprendra la nécessité de l'ordre, de la hiérarchie dans la société, d'une échelle de valeurs, du respect de l'Etat : cette expression d'une masse conditionnée et endormie. C'est le rôle de l'enseignement primaire de fabriquer des exécutants. Il est nécessaire que, devenus adultes, ils remplissent le mieux possible les fonctions qui leur sont assignées. Ils seront des travailleurs manuels standardisés, interchangeables, et parfaitement annihilés. Centres d'apprentissage, collèges techniques et orientation professionnelle ne font que prolonger cet état de choses. Devenus copies conformes, ils auront beau-



« Quoi qu'il n'est pas été écrit à cet usage, ce texte peut permettre aux intéressés de percevoir ce qui nous sépare des groupes révolutionnaires et des partis. Ecrivez-nous, nous vous enverrons nos statuts « provisoires », qui permettent nous semblent-il une « autogestion réelle » de l'association, ainsi que le journal que nous imprimons actuellement. A.I.T.M. Max Martinasso 34, rue Ferrandière Lyon-2°

coup de peine à concevoir d'autres manières de vivre que celle pour laquelle ils ont été modelés.

Le secondaire et le supérieur apprennent les secrets et l'utilisation de la morale bourgeoise. Ils donnent à leurs élèves les moyens d'en discourir pour mieux s'en servir. Le secondaire et le supérieur apprennent les fondements de l'oppression, comme une nécessité sociale. Les élèves sont entretenus dans l'état de supériorité nécessaire à leur rôle de manipulateur. Ils apprendront les fondements de l'ordre, de la hiérarchie, du commandement. Ils seront des citoyens responsables devant la morale bourgeoise, cultivée, initiée aux fonctions de direction. Ils conformeront, imposeront, embrigaderont, codifieront, jugeront, condamneront et exécuteront. Ils en seront les gardes-chiourme et se voudront la conscience du peuple. Ils auront beaucoup de peine à concevoir d'autres manières de vivre que celles pour lesquelles ils auront été modelés. C'est le rôle de l'enseignement secondaire et supérieur de fabriquer ces incarnations de la morale, de la loi.

On trouve ce même phénomène dans les traditions familiales de chaque classe, et dans leur vie professionnelle.

Donc, votre sens du réel, n'est rien d'autre que celui de l'un des derniers aspects de l'état d'esprit de votre classe, M. Moissonnier. Question de réalisme.

Croyez bien que notre besoin de justice n'est pas une illusion et que nous ne choisirons pas entre un capitalisme libéral composé de plusieurs monopoles et un capitalisme d'Etat autoritaire, d'un monopole unique. Nous ne souscirons plus à votre savoir.

Vous parlez de spontanésisme comme s'il existait des individus déliés de leurs attaches, de leurs antécédents culturels. Vous êtes aussi spontanésiste que nous M. Moissonnier. Dans le dictionnaire Littré, spontané est défini : qui a son principe en soi-même. De par votre patrimoine culturel, votre langage, vos rapports, vous avez effectivement les principes de votre classe, ses principes moraux. A cette différence près, vous croyez que la connaissance est seulement le fruit de l'analyse laborieuse de vos penseurs spécialisés. Il y eut des conspirations au sein de l'Internationale dont Marx était le Staline mais Moissonnier ne parle pas de ses méthodes ; tout juste déstalinisé.

Il ne cherche qu'à faire une « moisson de niais ». Max Martinasso.

(Suite de la page 7)

ou en sont les structures syndicales

vriers et d'employés et que par conséquent le potentiel des adhérents risque de se trouver modifié ; l'essentiel étant de rester dans le vent, il faut faire de la démagogie, chose que cette centrale réussit à merveille. Mais tout cela n'est pas reconfortant si l'on ne perd toujours pas de vue l'objectif social.

La lutte contre l'exploitation individuelle et collective ne saurait être du ressort politique. Il appartient aux syndicalistes d'ouvrir pour plus de justice et non pour l'endoctrinement à des compromissions de technocrate. Le syndicalisme doit être l'arme essentielle de l'émancipation sociale, car il permet de toucher la masse des exploités sur le lieu même de leur problème et qu'il peut se présenter non pas comme la machine dirigeante d'un parti politique, mais comme un instrument de coordination de la volonté com-

mune et de revendication collective. J'ai parlé au début du problème de l'éducation syndicale j'insiste, car cela est important sur le rôle éducatif qui n'est pas rempli souvent faute de moyens. La province reçoit à peine l'information des négociations engagées et les syndiqués s'informent souvent à la Radio ou à la Télévision, c'est-à-dire aux sources truquées de l'information. La rareté des réunions et de la littérature émancipatrice, l'absence de dialogues entre les syndiqués aboutit à faire de l'appareil syndical un instrument de décision alors que son rôle devrait se limiter à coordonner les décisions de la masse.

L'impasse dans lequel se trouve le syndicalisme ouvrier est semblable à la crise que traversent les grands courants politiques aujourd'hui.

Certes, la société idéale n'est qu'une allégorie mais elle doit servir de stimulant aux gens de bonne foi pour essayer de construire une société où l'homme sera au centre des préoccupations et où les aspirations de chacun serviront à édifier le bien-être de tous. Cette aspiration vers la justice et vers la liberté ne sera pas le fruit du désintéressement de la masse, mais d'une prise de conscience à tous les niveaux. Le syndicalisme ne sera pas étranger à l'établissement de l'auto-gestion sur des bases fédératives.

Toutes les expériences qui ont été faites ce jour doivent nous inspirer et nous avons un combat quotidien à mener et pour cela il faut suivre l'évolution des structures sociales afin de ne pas combattre à contresens et notre victoire sera la victoire de la justice et de la paix. Le Landais.

CINEMA

MOI Y EN A VOULOIR DES SOUS de Jean Yanne

ABSURDITES
POUR IMBECILES

Coup sur coup sortent sur les écrans deux films qui prouvent que, parmi les réalisateurs français, il n'y a pas que des cons. « Moi y en a vouloir des sous » de Jean Yanne et « Themroc » de Claude Faraldo sont deux classiques magistralement administrés à l'ordre bourgeois et à l'esprit français moyen.

Fidèle à l'esprit de son premier film, Jean Yanne récidive dans le genre comique agressif et démystificateur. Encore faut-il s'entendre sur l'expression « comique », terme par lequel « l'ordre » essaie de récupérer Jean Yanne. Il est de bon ton, dans Parizocope notamment, d'attribuer à chaque film un genre bien déterminé. Ainsi, du film « d'aventures » au western, en passant par la « comédie dramatique » et le « drame psychologique », englobe-t-on toutes les œuvres cinématographiques. Cela est valable pour des films conformistes qui rentrent délibérément dans l'une des catégories citées. Mais cela devient arbitraire lorsqu'on se trouve en

présence d'œuvres au contenu autrement subversif. « Moi y en a vouloir des sous » n'est pas une « comédie ». C'est un film drôle parce qu'il démystifie la réalité en la dédramatisant. Or la réalité actuelle, c'est la société dans laquelle nous vivons. Et cette société privée de ses ressorts dramatiques, c'est-à-dire vue avec un certain recul et avec lucidité, ça n'est pas autre chose qu'un cirque dans lequel les pantins que nous sommes s'agitent pour des motifs plus ou moins identiques. Le premier de ces motifs, ce sont les sous. Les personnages de Jean Yanne sont tous des fidèles prosternés devant le même Dieu-Argent. Qu'ils soient patrons, syndicalistes ou gauchistes, tous veulent des sous, parce que les sous représentent le pouvoir. Survient alors le personnage marginal, celui qui se veut en dehors du cirque politique. Benoit Lepape (Jean Yanne) apporte sa solution. Le capitalisme est dégueulasse, soit. Combattons le capitalisme par le capitalisme. C'est-à-dire reprenons en main une affaire chancelante, faisons-la fructifier et bouffons petit à petit toutes les grosses entreprises afin d'avoir le contrôle des plus grands monopoles. Après cela, retirons-nous et remettons la direction des entreprises aux mains des ouvriers qui pourront alors s'au-

togérer. C'est une idée totalement farfelue qu'il ne faut surtout pas prendre au sérieux. Elle sert uniquement à démontrer l'absurdité de tout système politique reposant sur le respect de l'argent et de l'autorité. Dans le film, lorsque Benoit Lepape se retire de la direction, les ouvriers refusent l'autogestion sous prétexte qu'ils sont heureux (leurs salaires augmentent régulièrement) et qu'ils ont besoin d'un chef. Benoit Lepape, le patron, est alors contraint de se mettre en grève pour les forcer à accepter l'autogestion. Démonstration par l'absurde que nos syndicats de choc se foutent de l'autogestion comme de leur première carte de métré, ce qui compte avant tout, c'est le petit confort matériel au moins égal à celui d'un patron. Peu importe dès lors le système d'organisation de la société. Jean Yanne exprime clairement qu'avant de vouloir foutre en l'air un système, il faut déjà un solide mépris des valeurs qui le régissent (argent, Etat, hiérarchie), et ensuite ne pas se contenter de le réformer, mais avoir la conviction de la nécessité d'un profond changement.

Cette conviction viendra avec la révolte. C'est le sujet de « Themroc » de Claude Faraldo. Révolte libertaire parce que

spontanée, individuelle et irrécupérable. Themroc (joué par Michel Piccoli) est un ouvrier comme les autres. Café à six heures du matin, vélo, métré, pointeuse, boulot, dodo. Ça s'appelle l'habitude. Jusqu'au jour où ça craque. Un déclin de bon sens, et le mur gris de la monotonie fout le camp sous les coups de masse de l'individu en révolte. Au diable la chambre d'attente, ouvrons-nous une large fenêtre sur les étoiles ! Aimons la petite sœur que l'on désirait tant, et fanons rôti la nuit les flies imprudents. Fable allégorique qui est un superbe cri d'appel à la révolte, « Them-

roc » est le seul film où l'on se gausse des gaz lacrymogènes et des balles de mitraillette. Ici ce sont les CRS qui prennent des baffes sur la gueule. C'est que, comme le faisait remarquer l'ami Joël Gochot, Faraldo nous fait le coup de l'incredible anarchisme. La vraie révolte est incontrôlable et irrécupérable parce qu'elle est libertaire, donc en dehors de tout parti ou organisation « fliquée ». Elle est le privilège des individus qui veulent être eux-mêmes librement sans avoir recours à des dogmes politico-fanatiques.

Patrice Bigot.

EXPOSITION SCULPTURE

REINALDO

Jusqu'au 14 avril, à l'orée du chantier des Halles, il est permis de rêver et de voyager très loin, au pays des symboles, parmi les totems et les masques de REINALDO. La main du sculpteur aussi forte que celle du bûcheron façonne le bois dur et le transfigure.

Ce masque terrible, lourd comme les murailles de la Bastille, c'est celui du géolier ; cet autre fragile comme un racourci, un œil dans une oreille, c'est celui du mouchard, « le délateur ». Quant aux totems, ce bras solide, dressé vers le ciel, c'est « le cri » et « le dernier drapeau », celui de l'anarchie, symbole en négatif, couronne l'exposition de quelque 47 pièces, morceaux de bois pour qui ne saisit pas l'intention du sculpteur mais bois vivants, arbres transcendés, pour qui se laisse envoûter par une forêt et donc capable d'émotion même devant un olivier déraciné. Le sculpteur ne cache pas sa pensée, ses symboles peuvent paraître primaires mais il n'est pas nécessaire, pour les comprendre, d'avoir lu les ouvrages savants des théoriciens de l'ésotérisme. Le message de Reinaldo passe à la portée du peuple exploité qui trouve compensation à sa douleur quotidienne dans l'épanouissement sexuel. Car ce qui, dans cette exposition, n'a pas de rapport avec l'anarchisme et la libération de l'individu, s'oriente vers la célébration du bonheur le plus intime. Tant pis pour les Tartuffe ! (Galerie Poisson d'or, 7, rue des Prêcheurs, Paris 1^{er}).

J.L. GERARD

THEMROC de Claude Faraldo

POESIE

ROBIN ET APRES ?

Quelqu'un vous parle d'Armand Robin. Cela se trouve, Perros lui tire un portrait en quelques lignes, Grall le met en épigraphe, c'est lui qui termine un article du Monde, lui encore (je souligne) — quand Alain Bourdon dans la préface du même ouvrage (édition de 1968) notait : « On voit qu'à partir de 1945, il ne publie que des textes marqués par un esprit de refus, de défi, d'affirmation à guère de vêtements à s'arracher, plus de corps à amputer : « Je trouvais du reste divertissant de laisser cet Armand Robin se faire et se défaire au gré de ce que les hommes de ce temps estiment croyable » (2).

Alors ses écrits sont saisis, oubliés. De l'errance, à l'oubli de soi pour atteindre l'innocence, c'est un cadre qu'il est temps d'éclater, où il est empêché de se lever. Car au-delà de « Ma vie sans moi » et « Le Monde d'une voix » (3), c'est Robin derrière ces « Poèmes indésirables » (4), paraît-il d'actualité — Robin et « ses mains faites pour tuer tous les taureaux de la bêtise » (5) derrière cette « Fausse Parole » (6). Mais ceux-là, vous ne les trouverez pas : ils sont épuisés et personne n'est apparemment pressé de les rééditer. Toute l'ambition de la parole s'y inscrit : toute son urgence aussi.

« Si vous laissez tuer sans protester / Un innocent / Un seul innocent / Plus un seul d'entre vous n'est innocent » ou encore « Vous ne sentez pas tous que vous sentez un peu le sang ? » (4).

Robin n'a jamais affirmé que la démarche illimitée du poète : il s'agissait de rompre tous les silences. Et déjà, il s'échappe, pousse un mot pour s'exiler parmi les siens « paysans, ouvriers » (4).

Certains l'ont, semble-t-il, trouvé. Voir la note de l'éditeur (3) : « les textes qu'il contient font apparaître la profonde unité d'une œuvre et d'un destin » et plus loin « n'en ont

été exclus que quelques fragments qui ne venaient pas prendre place comme d'eux-mêmes dans le mouvement général amorcé depuis *Ma vie sans moi* — quand Alain Bourdon dans la préface du même ouvrage (édition de 1968) notait : « On voit qu'à partir de 1945, il ne publie que des textes marqués par un esprit de refus, de défi, d'affirmation à guère de vêtements à s'arracher, plus de corps à amputer : « Je trouvais du reste divertissant de laisser cet Armand Robin se faire et se défaire au gré de ce que les hommes de ce temps estiment croyable » (2). Alors ses écrits sont saisis, oubliés. De l'errance, à l'oubli de soi pour atteindre l'innocence, c'est un cadre qu'il est temps d'éclater, où il est empêché de se lever. Car au-delà de « Ma vie sans moi » et « Le Monde d'une voix » (3), c'est Robin derrière ces « Poèmes indésirables » (4), paraît-il d'actualité — Robin et « ses mains faites pour tuer tous les taureaux de la bêtise » (5) derrière cette « Fausse Parole » (6). Mais ceux-là, vous ne les trouverez pas : ils sont épuisés et personne n'est apparemment pressé de les rééditer. Toute l'ambition de la parole s'y inscrit : toute son urgence aussi.

Quand pourrions-nous le lire ?

Jean-Louis COATRIEU

(1) Dix poètes maudits. Ed. Seghers.

(2) L'Homme sans nouvelle. NRF n° 106.

(3) « Ma vie sans moi » suivi de « Le Monde d'une voix ». Poésie/Gallimard (1970).

(4) « Poèmes indésirables ». Ed. Anarchistes (1946). Introuvables.

(5) « Une vie ordinaire ». Georges Perros. Gallimard.

(6) « La Fausse Parole ». Ed. de Minuit (1953). Introuvable.

(7) Cette note d'Alain Bourdon a disparu de l'édition 70. A remarquer aussi l'absence dans Etudes (janvier 1969) de toute référence aux « Poèmes Indésirables » ! Il n'a, d'autre part, pas été question, ici, des deux ouvrages de « Poésie non traduite » de Robin dont la place est considérable. Ces ouvrages sont encore disponibles chez Gallimard.

THEATRE

« L'EGLISE » de Louis-Ferdinand

CELINE par la troupe du chantier-Théâtre

Ecrit en 1926 par un auteur qui n'avait pas fini de faire parler de lui, « L'Eglise », la seule pièce qu'il ait d'ailleurs écrite, est en même temps qu'une biographie à peine transposée, une sorte de préfiguration de ce qui sera le chef-d'œuvre des romans de Céline : « Le Voyage au bout de la nuit ».

Cette pièce se découpe en cinq actes au cours desquels nous suivons un jeune médecin qualifié d'anarchiste, Bardamu, essayant de comprendre le monde qui l'entoure. C'est d'abord l'Afrique où Bardamu est envoyé pour le compte de la Société des nations, qui nous permet de faire connaissance avec la colonisation et ses « missions pacificatrices ». Puis ce sera l'Amérique que Bardamu déteste et dont Céline parlera magnifiquement dans le « Voyage ». Enfin, c'est l'Europe, avec d'abord les coulours de la Société des nations pour le compte de laquelle collabora Céline et dont il dénonce ici les dessous. Pour terminer, Bardamu échouera dans ce petit bistro de Bois-Colombes, tenu par l'alcoolique Pistil, revenu lui aussi des colonies, bistrot qui deviendra le cabinet de consultations du médecin et où se retrouveront dans une scène finale admirable tous les personnages qui constituent l'univers de Céline.

Tous les thèmes chers à celui-ci sont abordés dans cette pièce : inclination pour les miséreux, adoration de la femme, vénération de la beauté, passion de la médecine, le tour coiffé par cette peur qui transparaîtra dans toute son œuvre et qu'il appellera le « grand rendez-vous » : la mort.

Les difficultés qu'a eues à surmonter Pierre Joxe, le metteur en scène, pour donner naissance à cette pièce jamais jouée depuis bien longtemps, rehaussent l'excellente interprétation qu'en donne la troupe du Chantier-Théâtre.

Il sera permis également de constater encore une fois le curieux mutisme fait autour de cette pièce par les critiques appointés, toujours pressés d'aller saluer les conneries envahissantes assurées de faire salle comble. Si l'on a beaucoup parlé du personnage Céline, on continue farouchement à tenir son œuvre sous silence. Génératrice-elle encore, ou bien ces messieurs, singeant les juges du « dossier Céline », ne la considéreraient-ils pas encore « réhabilitable » ?

FLOREAL

(1) Théâtre de la Plaine, 15, avenue du Gal-Guillaumat, Paris-15^e.



Violence dans la violence

de Michel CONFINO
François MASPERO Éditeur

Voici un livre important. Il va nous permettre de mieux comprendre cette sorte de fascination, que pendant une courte période Serge Netchaïev va exercer sur les révolutionnaires russes réfugiés en Europe occidentale et surtout sur Michel Bakounine.

Escroc, menteur, provocateur mais révolutionnaire sincère et intransigent, Netchaïev semble avoir été tout ça à la fois. Etrange figure que Dostoïevski nous a peint dans les « possédés » sans pouvoir en percer tout le mystère. Mais ce qui semble plus incompréhensible encore c'est l'incroyable légèreté de ces hommes pourtant rompus aux vicissitudes humaines et qui se laisserent abuser par ce garçon inquiétant à l'imagination débordante sans aucun sens moral et qui fut le prototype de nos néo-terroristes.

Ce qui reste le point capital des relations entre Bakounine et Netchaïev c'est le fameux « Catéchisme du révolutionnaire ». Fut-il l'œuvre de Bakounine ou de Netchaïev, ou encore ce livre fut-il écrit en collaboration ? On a beaucoup disputé sur ce sujet sans rendre le problème clair et sans convaincre personne. On en discutera encore longtemps.

Mais plutôt que de percer les mystères de l'histoire, ce livre tire son intérêt de la peinture qu'il nous trace des milieux révolutionnaires réfugiés en Suisse, de cette fermentation qui se dégage des milieux cosmopolites où se joignent pour un instant tous ces militants révolutionnaires exilés de leur pays, et qui marchent à travers l'Europe de Dresde à Bruxelles, de Zurich à Paris, de Milan à Barcelone, pourchassés par toutes les polices du monde à la recherche d'un socialisme qui les fuit... Ce cheminement trouvera son abès de fixation à Paris pendant la Commune puis à Genève avec l'Internationale Anti-autoritaire avant de se diluer, pour fournir cette semence d'où naîtra le mouvement révolutionnaire moderne.

Oui, c'est un livre à lire attentivement, sans trop se laisser arrêter par le respect dû aux personnages consacrés.

Collections populaires

Sur l'autre rive de John Galsworthy (L.P.). Voici la fin de l'œuvre que le grand écrivain anglais a consacré à l'histoire d'une famille. Mais à cause de la distance, parce qu'il n'est pas possible de reconstituer notre monde moderne avec le matériau qui embellit l'ère victorienne, cette fin n'apparaît que comme une pâle caricature de la première période de « la Dynastie des Forsyte ».

La duchesse de Langeais d'Honoré de Balzac (L.P.). Voici un des meilleurs romans de Balzac, un de ceux qui se lisent le mieux, un de ceux qui se passent le plus volontiers de ces liens arbitraires qui les relient entre eux. Un peut-être de ceux dont le bric à bric artificiel qui assemble les pièces où se déroule l'histoire est le moins agaçant.

Des Français, de Roger Peyrefitte (L.P.). L'auteur s'est penché sur nous sans excessive indulgence, et il lui est arrivé une mésaventure. Dans ce miroir, il s'est aperçu et nous également, que le miroir lui renvoyait son image. Celle d'un imbécile !

Crime de Quinette, Jules Romains (L.P.). Voici le second volume des « Hommes de bonne volonté ». Les personnages dessinés dans le premier se mettent en route vers leurs destins. Il ne s'agit plus au lecteur que de les suivre, s'il en a le souffle !

L'éternel mar, de Dostoïevski (L.P.). Voici un des ouvrages les plus réussis du grand écrivain russe. Certes, nous n'y retrouvons pas les grands thèmes dramatiques ou sociaux qui placent cet écrivain au premier plan de sa génération, mais c'est une œuvre littéraire achevée.

« LA RUE » n° 15 EST PARUE

REVUE CULTURELLE ET LITTÉRAIRE
D'EXPRESSION ANARCHISTE

éditée par le Groupe libertaire Louise-Michel

AU SOMMAIRE :

EDITORIAL

Ils ont fait voter... et puis... après !

LA PENSÉE ANARCHISTE

L'homme libre dans la Société de Maurice LAISANT
Le congrès de Saint-Imier

NOTRE TEMPS

Le rôle des élections... de Maurice JOYEUX
L'Europe des Truands de Roland BOSDEVEIX
La Cité contre l'Homme de Mathilde NIEL
Quelle éducation sexuelle de Anna PASTOURIAUX

INTERVIEW

Avec Fernando ARRABAL :
Le théâtre comme l'amour de Françoise TRAVELET

LITTÉRATURE

La Pierre du ciel de Gustave HAUCHECORNE
Le Crachat de Pierre-Valentin BERTHIER

CINÉMA

La censure et le « Général » de Jean ROLLIN

SOUVENIRS

Une militante anarchiste : Suzy Chevet de Jean-Ferdinand STAS

CHRONIQUE

Flora Tristan de Françoise TRAVELET

Tous les numéros de « LA RUE » depuis sa parution sont en vente à la Librairie Publico.

Abonnement : 4 numéros, 22 F - Abonnement de soutien et « étranger » : 4 numéros : 30 F.

Prix : 8 F l'exemplaire. Tous renseignements utiles à la Librairie Publico.

LIBRAIRIE DISQUES PUBLICO

LEO FERRE :

Chante ses premières chansons, l'île Saint-Louis, etc. 28,40

64, Franco la muette, etc. 28,40

1916/19. La grève, L'âge d'or 28,40

Les poètes, Merde à Vauhan, etc. 28,40

Charles Baudelaire, Les fleurs du mal 28,40

Les chansons d'Aragon 28,40

A l'Alhambra, Les temps difficiles, etc. 28,40

Les bonnes manières, T'es rock coco ! 28,40

Les grandes chansons : la fortune, etc. 28,40

Le pont Mirabeau, Les copains d'la neuille 28,40

La Marseillaise, Salut beatnik 28,40

Bobino 69 (deux disques) 50

Pépée, L'été 68, Ni Dieu ni maître, etc. 50

Amour Anarchie 70, vol. 1 Le chien, Poètes vos papiers, etc. 28,40

Amour Anarchie 70, vol. 2 Paume 151, Ecoute-moi 28,40

La solitude 28,40

Avec le temps 31,70

La chanson du mal-simé 31,70

Il n'y a plus rien 31,70

GEORGES BRASSENS :

Collection 11 volumes 24,25

Mourir pour des idées 28,40

JACQUES BREL :

Ces gens-là, Jef, etc. 28,40

Mon père disait, Les coeurs tendres, etc. 28,40

Amsterdam, Les bigotes 28,40

JEAN-ROGER CAUSSIMON

chante J.-R. Causssimon 28,40

JEAN-PIERRE FERLAND :

Un peu plus loin, etc. 28,40

PIERRE TISSERAND :

Le désengagé, heureusement 28,40

JACQUES DEBRONCKART :

J'suis heureux, la liberté, etc. 28,40

MOULOUDDJI :

Un jour tu verras, etc. 19,80

Le déserteur, etc. 24,25

Complaintes pour une rose noire 30

Ramona 24,25

Le déserteur 24,25

La Commune en chantant (2 disques) 39,90

MOULOUDDJI et SOLLEVILLE :

Chantant Bruand 28,40

CLAUDE LEVEILLE :

L'étrange retour, etc. 24,25

JEAN-MAX BRUA :

Bateau compagnies, etc. 28,40

qu'il y a les toros 28,40

GIANI ESPOSITO :

Un rossignol à l'époque ming, etc. 24,25

FRANCESCA SOLLEVILLE :

La guerre, Le chant des hommes, etc. 24,25

Récital n° 2 24,25

Récital n° 3 19,00

Récital n° 4 24,25

La fine fleur n° 5 24,25

LES QUATRE BARBUS :

Chansons anarchistes 35

La commune de Paris 35

MARC OGERET :

Chansons « contre » 24,25

Autour de la commune 24,25

Chants de la guerre d'Espagne 26

Chants des syndicats américains 31

COLETTE MAGNY :

Mai 68 24,25

Répression 28,40

JEAN-MARC TENNBERG :

Le sang des hommes 29,90

Tennberg dit Prévert (album) 89,70

HELENE MARTIN, LAURENT TERZIEFF, PIERRE ROUSSEAU :

Anthologie I, poésie française contemporaine (deux disques) 50

JEAN-PIERRE CHABROL :

Les histoires naturelles 28,40

RENE-LOUIS LAFFORGUE :

Les enfants d'Auschwitz, etc. 28,40

MAURICE FANON :

La petite juive, L'écharpe, etc. 28,40

FELIX LECLERC :

Moi mes souliers, etc. 24,25

L'Héritage 24,25

Le jour qui s'appelle aujourd'hui 24,25

La Drave 24,25

HENRI TACHAN :

Un mur, quel heure est-il ? 8,50

CATHERINE SAUVAGE :

Le bonheur, Bobino 68 24,25

Avec le temps 28,40

Charles Louis Aragon 24,25

Larguez les amarres 24,25

BARBARA :

L'aigle noir, etc. 24,25

Le soleil noir 24,25

BORIS VIAN :

Le déserteur, etc. 24,25

2 coffrets.

AUTRES DISQUES :

Consultez-nous.

3 rue ternaux 75011 paris

tél. 805.34.08

ccp paris 11 289 15

ouvert du mardi au samedi

13 à 19 h

Ineptie de l'expansion et servitude des cadres

(Suite de la page 10)

« Monde Libertaire » de novembre, article sur les Cadres, s'ils acceptent leur situation c'est qu'en définitive ils adhèrent à l'ensemble du système, profitant des avantages matériels et fermant les yeux entre autre sur l'exploitation de la grande majorité des travailleurs.

Ainsi, en aucun cas, par des moyens classiques, la barrière n'est franchissable, élevée entre dirigeants et dirigés, entre gouvernants et gouvernés. La justice et l'égalité ne peuvent naître qu'après que l'on ait fait un sort aux notions de pouvoir et de gouvernement.

Et n'en déplaise à Maurice Joyeux qui dans son livret sur l'« Autoquestion » semble mettre en garde les travailleurs contre les difficultés d'un passage du régime dirigiste au régime autogestionnaire et déclare que cela représentera beaucoup de travail et de soucis, je fais mienne cette réflexion de Léautaud : « J'ai pu m'apercevoir qu'au fond il n'y a rien de difficile et que rien ne donne de la capacité comme de se trouver devant un travail qu'il faut à toutes forces accomplir, seul, et

avec ses propres moyens ». Et ceci a toujours été vérifié.

Ce qui, dans l'économie dirigiste, embrouille et complique tout, c'est le folklore des barrières artificielles dressées dans le but, d'une part de développer et protéger les intérêts privés d'individus, de classes ou de PARTIS, d'autre part de couvrir les ahurissantes erreurs et anomalies de gestion de cette économie.

Et ce qu'il y a d'assuré c'est qu'une économie autogestionnaire, dépendant de tout et non d'un petit nombre, dont la gestion sera basée sur le bon sens et l'intérêt général se montrera vite aisée comme tout ce qui est naturel. Il est pratiquement certain, d'ailleurs, qu'une orientation anormale est donnée actuellement par le système capitaliste (il s'agit toujours du capitalisme privé ou du capitalisme d'Etat). Il n'est qu'à voir le peu de progrès enregistré par les moyens de locomotion destinés aux classes non privilégiées (métro, trolleybus, trains ouvriers ou usuels) par rapport à l'effort hors de proportion mis en oeuvre pour les moyens de locomotion des classes possédantes (trains,

navires, avions de luxe, et principalement l'aviation à l'utilité contestable et qui éclabousse d'un luxe inouï le monde du travail).

De plus en plus seules l'autogestion des entreprises et la disparition de tout intérêt privé apparaissent comme la seule solution pour la sauvegarde de la dignité humaine.

L. SEGERAL

(1) D'Henri Hartung : « Les enfants de la promesse ».

(2) « Le vent de la nuit » de Michel del Castillo, page 140 : « Tout cadre embauché doit savoir qu'il dispose d'un délai de quatre ans pour imposer ses conceptions et les appliquer ; s'il réussit il aura gravé un échelon dans la hiérarchie de l'entreprise ; s'il échoue il faut le renvoyer. Une pareille méthode implique que pour chaque poste on embauche DEUX personnes : talonnet par son successeur le titulaire sera condamné au succès ou à la déchéance ».

(3) « De la création de l'ordre dans l'humanité » de P.-J. Proudhon, pages 394 à 400.

L'ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE

« L'Encyclopédie anarchiste, 2896 pages (32 x 24) est enfin rééditée.

Publiée en 1934 à l'instigation du penseur libertaire S. Faure, elle groupe des articles très divers (histoire, philosophie, pratique anarchistes) écrits par des personnalités comme VOLINE, Armand, Lecoin, LAPEYRE.

Une réédition intégrale est en cours. Elle comprendra 61 fascicules (à 5,50 F l'unité) dont déjà 26 sont parus à ce jour, le reste à raison d'un ou deux par mois.

CORRESPONDANCE
ET RENSEIGNEMENTS A :
Groupe « SEBASTIEN-FAURE »
7, rue du Muguet,
33 - BORDEAUX

ECONOMIE DE MARCHÉ ET MONNAIE D'ÉCHANGE

PAR MAURICE JOYEUX

Depuis un couple d'année les monnaies nationales des pays industrialisés sont en crise. Les unes subissent des dévaluations apparentes ou camouflées, les autres des réévaluations du même type, enfin certaines flottent au gré du marché. Et parallèlement à ce mouvement un peu fou, les nations concernées nous affirment que leur production augmente, que le niveau de vie de leur population s'améliore, que leurs carnets de commandes sont pleins. Les spécialistes de l'économie de marché, nous informant que le dérèglement des monnaies risque de nous précipiter vers une crise économique, alors que les forts en thème du marxisme nous expliquent que nous sommes devant les contradictions du régime, que ce régime périra de ses contradictions et ils nous rappellent qu'ils nous l'avaient bien dit !

L'homme simple essaye de comprendre, comment une prospérité dont il convient volontiers car elle se manifeste à chaque instant devant ses yeux peut être menacée par le déséquilibre d'une monnaie, qui ne devrait être rien d'autre qu'un artifice destiné à simplifier les échanges et comment cette monnaie peut jouer un tel rôle. D'autre part, il constate que si ces crises monétaires ont engendré au cours de l'histoire des crises économiques, qui ont aggravé les conditions d'existence des hommes, elles n'ont jamais mis fin au système capitaliste.

En logique pure, l'homme simple a raison, mais les jeux sont faussés et l'homme simple a tort en fin de compte car ni la production ni les échanges ne sont régis par la logique.

Dans le mouvement anarchiste on a longuement disputé sur la monnaie. Les uns ont fait de sa disparition un symbole et ce fut le temps de la « prise au tas » qui correspondait à la période artisanale de l'économie et à une industrie naissante caractérisée par son faible volume de production. D'autres, par la suite ont proposé une théorie sur la monnaie fondante, c'est-à-dire sur un signe conventionnel d'échange, dont la thésorisation serait rendue impossible par son élimination périodique. Et nous avons eu une image d'un système de ce genre au lendemain de la libération, lorsque tous les billets de cinq mille francs furent échangés, laissant aux trafiquants, des lessiveuses de billets de banques, inutilisables « dans le principe ». C'est Jean Baptiste Say qui, au début du siècle, signala le rôle néfaste de l'argent lorsqu'il cesse d'être un signe qui facilite l'échange, pour devenir une valeur propre sans aucun rapport avec les objets dont il est censé représenter la valeur réelle. Cependant, et en dehors de l'opinion que l'on professe sur la suppression de l'argent ou sur les limites que l'on peut mettre à sa manipulation, une constatation primordiale s'impose : l'argent par lui-même est un élément neutre, une chose. Le caractère qu'il prend relève du rôle que les possédants lui font jouer dans l'économie et ce rôle est en relation directe avec les principes qui dirigent cette économie. Vouloir dans un système économique comme le nôtre, sans toucher aux structures, neutraliser la monnaie est une absurdité en ce sens qu'elles ne sont plus simplement un moyen d'échange, mais un moyen de régler la courbe du profit, d'infuser de l'air à l'économie dans certains cas, de réfréner le marché dans d'autres, d'accumuler, d'investir ou de freiner par priorité. La monnaie est liée au système et c'est si vrai que dans une économie d'autarchie comme ce fut le cas sous Hitler et sous Staline, la monnaie joue un rôle sans aucun rapport avec celui qu'elle joue dans une économie libérale. Et cela rend absurdes les efforts des économistes internationaux qui prétendent régler,

harmoniser le cours des monnaies à l'avantage de leur propre économie nationale, alors que la tendance va vers un développement de la production, de la distribution, des échanges à l'échelon européen, voir mondial. La solution aux variations monétaires actuelles passe obligatoirement par la transformation des rapports entre la production et la distribution, la transformation des rapports économiques entre les hommes qui sont aux deux extrémités de la chaîne producteur-consommateur. Toutes solutions proposées et qui laissent en place le système du profit ne sont que palliatifs, constamment remis en question par les obligations du marché de la société libérale de consommation.

La presse mondiale a suffisamment évoqué les raisons de la situation du dollar par rapport aux monnaies européennes pour ne pas y revenir longuement. Rappelons toutefois les principales, qui sont les séquelles du plan Marshall, de l'occupation militaire en Allemagne et surtout de la guerre d'Indochine qui nécessitaient le tirage d'une profusion d'effets monétaires en tous genres qui constituent les capitaux baladeurs qui pourrissent le marché européen. C'est un exemple probant du rôle néfaste des monnaies lorsqu'elles cessent d'être un élément d'échange pour devenir un mythe qui garantit la confiance dans la création éventuelle d'objets !... une valeur en soi.

Les variations sur le cours de l'or, ne sont rien d'autre qu'un rappel à l'ordre devant ce gâchis en se servant d'un métal aussi fictif que la monnaie qu'il gage. Pour bien comprendre ce phénomène il suffit d'évoquer la situation où se trouvait l'industrie de la construction, si le mètre-étalon variait à la demande suivant les intérêts de tel ou tel constructeur moderne, si pour justifier l'abaissement des plafonds si pour multiplier les étages des grattes-ciel sans les surélever on réduisait le mètre à quatre-vingt centimètres.

Nous sommes devant une de ces contradictions du régime capitaliste d'économie libérale qui créent des situations de nature, que seule une transformation radicale peut régler.

Répondant avec prudence à une question d'un commentateur de la télévision, Giscard d'Estaing insistait sur le provisoire des mesures que la réunion des dix avait prises et sur le caractère limité de leurs efficacités. C'est de façon désabusée qu'il semblait envisager les possibilités d'un système monétaire sinon d'une monnaie commune aux Dix ! Comme on le comprend ! De telles mesures n'assainiraient le marché que momentanément et les problèmes qui se posent entre les Etats-Unis et chaque pays européen se reposeraient dans le temps, au niveau supérieur ainsi créé. La manipulation des monnaies est liée à l'offre et à la demande, à la situation du marché, à la sélection de la production, à l'orientation de la demande et finalement au système du profit qui commande toutes les fluctuations comme toutes les sélections et qui finalement impose à la monnaie cette gymnastique contre nature.

La France est menacée directement par la dévaluation du dollar. Notre marché intérieur risque d'être inondé par des marchandises venues d'Amérique et du Japon. C'est également notre marché extérieur qui est menacé aux Etats-Unis, mais surtout dans d'autres pays où nous exportons et où la concurrence va devenir plus âpre. D'autre part le gouvernement

se verra également contraint de se protéger contre le rachat des entreprises du pays, par les capitaux flottants, car si ceux qui ont conservé des rapports avec les firmes d'outre-atlantique pourraient devenir un nouveau cheval de Troie et jouer en faveur de l'économie américaine le rôle que jouent les grandes surfaces envers le petit commerce et provoquer l'écrasement de la petite et moyenne entreprise de ce pays, pas encore à l'heure de la productivité de l'industrie d'outre-Atlantique.

La seule solution à ce gâchis provoqué par la manipulation du dollar serait un réajustement des monnaies, une parité inviolable, un rééquilibrage définitif ! Ce n'est pas pour demain et c'est probablement pour jamais car ça va contre la nature même du système capitaliste libéral, ça le remet en cause. Les Etats-Unis ne feront aucune concession réelles avant d'avoir épongé leurs capitaux flottants et réorganisé leur industrie perturbée par l'arrêt de la guerre d'Indochine. Et pour cela l'Europe devra payer la facture. Après on verra. On verra quoi ? Une parité nouvelle et provisoire instaurée, mais il faudra alors subir la redoutable concurrence de la machine économique américaine rafistolée à nos frais et cela en direction des pays qui sont nos clients et qui représentent quarante pour cent de notre production.

Nous risquons d'assister à ce phénomène déjà amorcé ces dernières années et qui consiste à augmenter notre production nationale dans des proportions importantes et sur laquelle au passage la classe dirigeante prélève son profit, alors que le revenu du citoyen moyen reste stable. Le produit de cette expansion qui nous fut promise par les acteurs du théâtre de Provins, sera distribué en priorité aux industries touchées par la crise économique et à une paysannerie qui cessera d'être concurrentielle sur le marché et à éponger les séquelles de cette situation dont les plus prévisibles sont le chômage, le blocage des salaires, le ralentissement des investissements etc...

Les promesses faites par la majorité et approuvées du bout des lèvres par le ministre des Finances, pas plus d'ailleurs que celles contenues dans le programme commun, ne pourront être honorées. Nous allons vers une crise aiguë et il n'est pas sûr que la législation atteigne son terme.

Ce qu'il faut bien comprendre c'est qu'aucune des propositions présentées au cours de la campagne électorale n'est susceptible de redresser la barre car toutes ces solutions qui laissent en place le système du profit, le nationalisme économique, et le caractère artificiel de la monnaie, aboutiront dans un temps donné aux mêmes résultats.

« La Bourse je la ferme, les banquiers je les enferme » disait Vincent Auriol à la veille du Front Populaire en 1936. Il ne l'a pas fait et les banquiers ont eu sa peau et il en sera de même de toutes nouvelles expériences tentées par la gauche et qui laisseront en place le système monétaire actuel. Les révolutionnaires feraient bien d'y penser. L'autogestion ou la gestion ouvrière comme on voudra, devra régler en même temps les problèmes de la production, de la distribution et celui de l'échange des marchandises sous peine de crever.

Nous avons proposé des méthodes variables pour régler le problème des échanges. Peut-être faudra-t-il encore les examiner à la lueur d'une consommation qui ne cesse de s'accroître et de se diversifier. Mais de toutes façons et quelle que soit la solution adoptée, elle doit ramener le signe, qui permet l'échange à sa simplicité la plus originelle et rendre impossible sa valeur variable sous l'effet de l'offre et de la demande.

Et seule une transformation profonde de l'économie permettra cet assainissement qui sortira du circuit tous les professionnels de l'argent marchandise.